

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗι 8 ΙΑΝΟΥΑΡΙΟΥ 1981 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 6

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1114

Περὶ κυρώσεως τῆς εἰς Χάγην τὴν 14ην Μαΐου 1954 ὑπογραφείσης Συμβάσεως «περὶ προστασίας τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν ἐν περιπτώσει ἐνόπλου συρράξεως μετὰ τοῦ Κανονισμοῦ ἐκτελέσεως αὐτῆς, τοῦ Πρωτοκόλλου καὶ τῶν ὑπ' ἀριθ. I, II καὶ III ἀποφάσεων τῆς διασκέψεως».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ εἰς Χάγην τὴν 14ην Μαΐου 1954 ὑπογραφεῖσα Σύμβασις «περὶ προστασίας τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν ἐν περιπτώσει ἐνόπλου συρράξεως μετὰ τοῦ Κανονισμοῦ ἐκτελέσεως αὐτῆς, τοῦ Πρωτοκόλλου καὶ τῶν ὑπ' ἀριθ. I, II καὶ III ἀποφάσεων τῆς Διασκέψεως» τῶν ὁποίων τὸ κείμενον εἰς πρωτότυπον εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ εἰς μετάφρασιν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχει ὡς ἀκολούθως:

CONVENTION POUR LA PROTECTION DES BIENS CULTURELS EN CAS DE CONFLIT ARME

Les Hautes Parties contractantes,

Constatant que les biens culturels ont subi de graves dommages au cours des derniers conflits et qu' il sont, par suite du développement de la technique de la guerre, de plus en plus menacés de destruction ;

Convaincues que les atteintes portées aux biens culturels, à quelque peuple qu' ils appartiennent, constituent des atteintes au patrimoine culturel de l' humanité entière, étant donné que chaque peuple apporte sa contribution à la culture mondiale ;

Considérant que la conservation du patrimoine culturel présente une grande importance pour tous les peuples du monde et qu' il importe d' assurer à ce patrimoine une protection internationale ;

Guidées par les principes concernant la protection des biens culturels en cas conflit armé établis dans les Conventions de la Haye de 1899 et de 1907 et dans le Pacte de Washington du 15 avril 1935 ;

Considérant que, pour être efficace, la protection de ces biens doit être organisée dès le temps de paix par des mesures tant nationales qu' internationales ;

Résolues à prendre toutes les dispositions possibles pour protéger les biens culturels ;

Sont convenues des dispositions qui suivent ;

CHAPITRE I

Dispositions générales concernant la protection

Article Premier

Définition des biens culturels

Aux fins de la présente Convention, sont considéreés comme biens culturels, quels que soient leur origine ou leur propriétaire :

a) les biens, meubles ou immeumles, qui présentent une grande importance pour le patrimoine culturel des peuples, tels que les monuments d' architecture, d' art ou d' histoire, religieux ou laïques, les sites archéologiques, les ensembles de constructions qui, en tant que tels, présentent un intérêt historique ou artistique les oeuvres d' art, les manuscrits, livres et autres objets d' intérêt artistique ou archéologique, ainsi que les collections scientifiques et les collections importantes de livres, d' archives ou de reproductions de biens définis ci - dessus ;

b) les édifices dont la destination principale et effective est de conserver ou d'exposer les biens culturels meubles définis à l' alinéa, a) tels que les musées, les grandes bibliothèques, les dépôts d'archives, ainsi que les refuges destinés à abriter, en cas de conflit armé, les biens culturels meubles définis à l' alinéa a);

c) les centres comprenant un nombre considérable de biens culturels qui sont définis aux alinéas a) et b), dits «centres monumentaux».

Article 2

Protection des biens culturels

Aux fins de la présente Convention, la protection des biens culturels comporte la sauvegarde et le respect de ces biens.

Article 3

Sauvegarde des biens culturels

Les Hautes Parties contractantes s' engagent à préparer, dès le temps de paix, la sauvegarde des biens cultuels situés sur leur propre territoire contre les effets prévisibles d' un conflit armé, en prenant les mesures qu' elles estiment appropriées.

Article 4

Respect des biens culturels

1. Les Hautes Parties contractantes s' engagent à respecter les biens culturels situés tant sur leur propre territoire que sur celui des autres Hautes Parties contractantes en s' interdisant l' utilisation de ces biens, celle de leurs dispositifs de protection et celle de leurs abords immédiats à des fins qui pourraient exposer ces biens à une destruction à des ou à une détérioration en cas de conflit armé, et en s' abstenant de tout acte d' hostilité à leur égard.

2. Il ne peut être dérogé aux obligations définies au paragraphe premier du présent article que dans les cas où une néessité militaire exige, d' une manière impérative, une telle dérogation.

3. Les Hautes Parties contractantes s' engagent en outre à interdire, à prévenir et, au besoin, à faire cesser tout acte de vol, de pillage ou de détournement de biens culturels, pratiqué sous quelque forme que ce soit, ainsi que tout acte de vandalisme à l' égard desdits biens. Elles s' interdisent de réquisitionner les biens culturels meubles situés sur le territoire d' une autre Haute Partie contractante.

4. Elles s' inderdisent toute mesure de représailles à l' encontre des biens culrutels.

5. Une Haute Partie contractante ne peut se dégager des obligations stipulées au présent article, à l' égard d' une autre Haute Partie contractante, en se fondant sur le motif que cette dernière n' a pas appliqué les mesures de sauvegarde prescrites à l'article 3.

Article 5

Occupation

1. Les Hautes Parties contractantes occupant totalement ou partiellement le territoire d' une autre Haute Partie contractante doivent, dans la mesure du possible, soutenir les efforts des autorités nationales compétentes du territoire occupé à l' effet d'assurer la sauvegarde et la conservation de ses biens culturels.

2. Si une intervention urgente est necessaire pour la conservation des biens culturels situés en territoire occupé et endommagés par des opérations militaires, et si les autorités nationales compétentes ne peuvent pas s' en charger, la Puissance occupante prend, autant que possible, les mesures conservatoires les plus nécessaires en étroite collaboration avec ces autorités.

3. Toute Haute Partie contractante dont le gouvernement est considéré par les membres d' un mouvement de résistance comme leur gouvernement légitime, attirera si possible l' attention de ces membres sur l' obligation d' observer celles des dipositions de la Convention qui ont trait au respect des biens culturels.

Article 6

Signalisation des biens culturels

Conformément aux dispositions de l' article 16, les biens culturels peuvent être munis d' un signe distinctif de nature à faciliter leur identification.

Article 7

Mesures d' ordre militaire.

1. Les Hautes Parties contractantes s' engagent à introduire dès le temps de paix dans les règlements ou instructions à l' usage de leurs troupes des dispositions propres à assurer l' observation de la présente Convention, et à inculquer dès le temps de paix au personnel de leurs forces armées un esprit de respect à l'égard des culturels et des biens culturels de tous les peuples.

2. Elles s'engagent à préparer ou à établir, dès les temps de paix, au sein de leurs forces armées, des services ou un personnel spécialisé dont la mission sera de veiller au respect des biens culturels et de collaborer avec les autorités civiles chargées de la sauvegarde de ces biens.

CHAPITRE II

De la protection spéciale

Article 8

Octroi de la protection spéciale

1. Peuvent être placés sous protection spéciale un nombre restreint de refuges destinés à abriter des biens culturels meubles en cas de conflit armé, de centres monumentaux et d' autres biens culturels immeubles de très haute importance, à condition :

a) qu' ils se trouvent à une distance suffisante d' un grand centre industriel ou de tout objectif militaire important constituant un point sensible, tel par exemple qu' un aérodrome, une station de radiodiffusion, un établissement travaillant pour la défense nationale, un port ou une gare de chemin de fer d' une certaine importance ou une grande voie de communication.

b) qu' ils ne soient pas utilisés à des fins militaires.

2. Un refuge pour biens culturels meubles peut également être placé sous protection spéciale, quel que soit son emplacement, s'il est construit de telle façon que, selon toute probabilité, les bombardements ne pourront pas lui porter atteinte.

3. Un centre monumental est consideré comme utilisé à des fins militaires lorsqu' il est employé pour des déplacements de personnel ou de matériel militaire, même en transit. Il en est de même lorque s' y déroulent des activités ayant un rapport direct avec les opérations militaires, le cantonnement du personnel militaire ou la production de matériel de guerre.

4. N' est pas considerée comme utilisation à des fins militaires la surveillance d'un des biens culturels énumérés au paragraphe premier, par des gardiens armés spécialement habilités à cet effet, ou la présence auprès de ce bien culturel de forces de police normalement chargées d' assurer l'ordre public.

5. Si l' un des biens culturels énumérés au premier paragraph du Présent article est situé près d' un objectif militaire important au sens de ce paragraphe, il peut néanmois être mis sous protection spéciale si la Haute Partie contractante qui en présente la demande s' engage à ne faire ,en cas de conflit armé, aucun usage de l' objectif en cause, et notamment, s' il s' agit d' un port, d' une gare ou d' un aérodrome, à en détourner tout trafic. Dans ce cas, le détournement doit être organisé dès le temps de paix.

6. La protection spéciale est accordée aux biens culturels par leur inscription au «Registre international des biens culturels sous protection spéciale». Cette inscription ne peut être effectuée que conformément aux dispositions de la présente Convention et dans les conditions prévues au Règlements d' exécution.

Article 9

Immunité des biens culturels sous protection spéciale

Les Hautes Parties contractantes s' engagent à assurer l' immunité des biens culturels sous protection spéciale en s' interdisant, dès l' inscription au Registre international, tout acte d' hostilité à leur égard et, sauf dans les cas prévus au paragraphe 5 de l'article 8, toute utilisation de ces biens ou de leurs abords à des fins militaires.

Article 10

Signalisation et contrôle

Au cours d' un conflit armé, les biens culturels sous protection spéciale doivent êntre munis du signe distinctif défini à l' article 16 et être ouverts à un contrôle de caractère international, ainsi qu' il est prévu au Règlement d'exécution.

Article 11

Levée de l' immunité

1. Si l' une des Hautes Parties contractantes commet relativement à un bien culturel sous protection spéciale une violation des engagements pris en vertu de l' article 9, la Partie adverse est, aussi longtemps que cette violation subsiste, dégagée de son obligation d' assurer l' immunité du bien considéré. Cependant, chaque fois qu' Elle fait préalablement la sommation de metre fin à cette violation dans un délai raisonnable.

2. En dehors du cas prévu au premier paragraphe du présent article, l'immunité d'un bien culturel sous protection spéciale ne peut être levée qu' en des cas exceptionnels de nécessité militaire inéluctable, et seulement aussi longtemps que cette nécessité subsiste. Celle–ci ne peut être constatée que par le chef d' une formation égale ou supérieure en importance à une division. Dans tous les cas où les circonstances le permettent, la décision de lever l' immunité est notifiée suffisament à l' avance à la Partie adverse.

3. La Partie qui lève l' immunité doit en informer dans le plus bref délai possible, par écrit et avec indication de ses motifs, le Commissaire général aux biens culturels prévu au Règlement d'exécution.

CHAPITRE III

Des transports de biens culturels

Article 12

Transport sous protection spéciale

1. Un transport exclusivement affecté au transfert de biens culturels, soit à l' intérieur d' un territoire soit à destination d' un autre territoire, peut, à la demande de la Haute Partie contractante intéressée, se faire sous protection spéciale, dans les conditions prévues au Règlement d' exécution.

2. Le transport sous protection spéciale est réalisé sous la surveillance de caractère international prévue au Règlement d' exécution et muni du signe distinctif défini à l' article 16.

3. Les Hautes Parties contractantes s' interdisent tout acte d' hostilité à l' égard d' un transport sous protection spéciale.

Article 13

Transport en cas d' urgence

1. Si une Haute Partie contractante estime que la sécurité de certains biens culturels exige leur transfert et qu'il y a une urgence telle que la procédure prévue à l'article 12 ne peut pas être suivie, notamment au début d'un conflit armé, le transport peut être muni du signe distinctif défini à l'article 16, à moins qu'il n'ait fait l'objet d'une demande d'immunité au sens de l'article 12 et que ladite demande n'ait été refusée. Autant que possible, notification du transport doit être faite aux Parties adverses. Un transport vers le territoire d' un autre pays ne peut en aucun cas être muni du signe distinctif si l'immunité ne lui a pas été accordée expressément.

2. Les Hautes Parties contractantes prendront, dans la mesure du possible, les précautions nécessaires pour que les transports prévus au premier paragraphe du présent article et munis du signe distinctif soient protégés contre des actes d'hostilité dirigés contre eux.

Article 14

Immunité de saisie de capture et de prise

1. Jouissent de l'immunité de saisie, de capture et de prise :

a) les biens culturels bénéficiant de la protection prévue à l'article 12 ou de de celle prévue à l'article 13;

b) les moyens de transport exclusivement affectés au transfert de ces biens.

2. Rien dans le présent article ne limite le droit de visite et de contrôle.

CHAPITRE IV

Du personnel

Article 15

Personnel

Le personnel affecté à la protection des biens culturels doit, dans la mesure comptatible avec les exigences de la sécurité, être respecté dans l'intérêt de ces biens et, s'il tombe aux mains de la partie adverse, pouvoir continuer à exercer ses fontcions lorsque les biens culturels dont il a la charge tombent également entre les mains de la partie adverse.

CHAPITRE V

Du signe distinctif

Article 16

Signe de la Convention

1. Le signe distinctif de la Convention consiste en un écu, pointu en bas, écartelé en sautoir de bleu-roi et de blanc (un écusson formé d'un carré bleu-roi dont un des angles s'inscrit dans la pointe de l'écusson, et d'un triangle bleu-roi au-dessus du carré, les deux délimitant un triangle blanc de chaque côté).

2. Le signe est employé isolé ou répété trois fois en formation triangulaire (un signe en bas), dans les conditions prévues à l'article 17.

Article 17

Usage du signe

1. Le signe distinctif répété trois fois ne peut être employé que pour:

a) les biens culturels immeubles sous protection spéciale;

b) les transports de biens culturels, dans les conditions prévues aux articles 12 et 13 ;

c) les refuges improvisés, dans les conditions prévues au Règlement d'exécution.

2. Le signe distinctif ne peut être employé isolé que pour :

a) des biens culturels qui ne sont pas sous protection spéciale ;

b) les personnes chargées de fonctions de contrôle conformément au Règlement d'exécution;

c) le personnel affecté à la protection des biens culturels ;

d) les cartes d'identité prévues au Règlement d'exécution.

3. Lors d'un conflit armé, il est interdit d'employer le signe distinctif dans des cas autres que ceux mentionnés aux paragraphes précédents du présent article ou d'employer à un usage quelconque un signe ressemblant au signe distinctif.

4. Le signe distinctif ne peut être placé sur un bien culturel immeuble sans que soit apposée en même temps une autorisation dûment datée et signée par l'autorité compétente de la Haute Partie contractante.

CHAPITRE VI

Du champ d' application de la Convention

Article 18

Application de la Convention

1. En dehors des dispositions qui doivent entrer en vigueur dès le temps de paix, la présente Convention s' appliquera en cas de guerre déclarée ou de tout autre conflit armé surgissant entre deux ou plusieurs des Hautes Parties contractantes, même si l' état de guerre n' est pas reconnu par une ou plusieurs d' entre Elles.

2. La Convention s' appliquera également dans tous les cas d' occupation de tout ou partie du territoire d' une Haute Partie contractante, même si cette occupation ne rencontre aucune résistance militaire.

3. Si l' une des Puissances en conflit n' est pas partie à la présente Convention les Puissances parties à celle-ci resteront néanmoins liées par elle dans leurs rapports réciproques. Elles seront liées en outre par la Convention envers ladite Puissance, si celle-ci a déclaré en accepter les dispositions et tant qu' elle les applique.

Article 19

Conflits de caractère non international

1. En cas de conflit armé ne présentant pas un caractère international et surgissant sur le territoire de l' une des Hautes Parties contractantes, chacune des parties au conflit sera tenue d' appliquer au moins les dispositions de la présente Convention qui ont trait au respect des biens culturels.

2. Les parties au conflit s' efforceront de mettre en vigueur par voie d' accords spéciaux tout ou partie des autres dispositions de la présente Convention.

3. L' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture peut offrir ses services aux parties au conflit.

4. L' application des dispositions qui précèdent n' aura pas d' effet sur le statut juridique des parties au conflit.

CHAPITRE VII

De l' exécution de la Convention

Article 20

Règlement d' exécution

Les modalites d' application de la présente Convention sont déterminées dans le Règlement d'exécution qui en est partie intégrante.

Article 21

Puissances protectrices

La présente Convention et son Règlement d' exécution sont appliqués avec le concours des Puissances protectrices chargées de sauvegarder les intérêts des Parties au conflit.

Article 22

Procédure de Conciliation

1. Les Puissances protectrices prêtent leurs bons offices dans tous les cas où elles le jegent utile dans l' intérêt des biens culturels, notamment s' il y a désaccord entre les Parties au conflit sur l' application ou l' interprétation des dispositions de la présente Convention ou de son Règlement d' exécution.

2. A cet effet, chacune des Puissances protectrices peut, sur l'invitation d'une Partie, du Directeur général de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture, ou spontanément, proposer aux Parties au conflit une réunion de leurs représentants et, en particulier, des autorités chargées de la protection des biens culturels, éventuellement sur un territoire neutre convenablement choisi. Les Parties au conflit sont tenues de donner suite aux propositions de réunion qui leur sont faites. Les Puissances protectrices proposent à l' agrément des Parties au conflit une personnalité appartenant à une Puissance neutre, ou présentée par le Directeur général de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture, qui est appelée à participer à cette réunion en qualité de président.

Article 23

Concours de l' Unesco

1. Les Hautes Parties contractantes peuvent faire appel au concours technique de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture en vue de l' organisation de la protection de leurs biens culturels, ou à propos de tout autre problème dérivant de l' application de la présente Convention et de son Règlement d' exécution. L' Organisation accorde ce concours dans les limites de son programme et de ses possibilités.

2. L' Organisation est habilitée à faire de sa propre initiative des propositions à ce sujet aux Hautes Parties contractantes.

Article 24

Accords spéciaux

1. Les Hautes Parties contractantes peuvent conclure des accords spéciaux sur toute question qu' il leur paraît opportun de régler séparément.

2. Il ne peut être conclu aucun accord spécial diminuant la protection assurée par la présente Convention aux biens culturels et au personnel qui leur est affecté.

Article 25

Diffusion de la Convention

Les Hautes Parties contractantes s' engagent à diffuser le plus largement possible, en temps de paix et en temps de conflit armé, le texte de la présente Convention et de son Règlement d' exécution dans leurs pays respectifs. Elles s'engagent notamment à en incorporer l' étude dans les programmes d' instruction militaire et si possible, civile, de telle manière que les principes en puissent être connus de l' ensemble de la population, en particulier des forces armées et du personnel affecté à la protection des biens culturels.

Article 26.

Traductions et rapports

1. Les Hautes Parties contractantes se communiquent par l'intermédaire du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, les traductions officielles de la présente Convention et de son Règlement d'exécution.

2. En outre, au moins une fois tous les quatre ans, Elles adressent au Directeur général un rapport donnant les renseignements qu'Elles jugent opportuns sur les mesures prises, préparées ou envisagées par leurs administrations respectives en application de la présente Convention et de son Règlement d'exécution.

Article 27

Réunions

1. Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture peut, avec l'approbation du Conseil exécutif, convoquer des réunions de représentants des Hautes Parties contractantes. Il est tenu de le faire si un cinquième au moins des Hautes Parties contractantes le demandent.

2. Sans préjudice de toutes autres fonctions qui lui sont conférées par la présente Convention ou son Réglement d'exécution, la réunion a pour attributions d'ètudier les problèmes relatifs à l'application de la Convention et de son Règlement d' exécution, et de formuler des recommandations à ce propos.

3. La réunion peut en outre procéder à la revision de la Convention ou de son Règlement d'exécution si la majorité des Hautes Parties contractantes se trouve représentée, et conformément aux dispositions de l'article 39.

Article 28

Sanctions

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre, dans le cadre de leur système de droit pénal, toutes mesures nécessaires pour que soient recherchées et frappées de sanctions pénales ou disciplinaires les personnes, quelle que soit leur nationalité, qui ont commis ou donné l'ordre de commettre une infraction à la présente Convention.

DISPOSITIONS FINALES

Article 29

Langues

1. La présente Convention est établie en anglais, en espagnol, en français et en russe, les quatre textes faisant également foi.

2. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture dera établir des traductions dans les autres langues officielles de sa Conférence générale.

Article 30

Signature

La présente Convention portera la date du 14 ma 1954 et restera ouverte jusqu'à la date du 31 décem-

bre 1954 à la signature de tous les Etats invités à la Conférence qui s'est réunie à la Haye du 21 avril 1954 au 14 mai 1954.

Article 31

Ratification

1. La présente Convention sera soumise à la ratification des Etats signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

2. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Article 32

Adhésion

A dater du jour de son entrée en vigueur, la présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tous les Etats visés à l'article 30, non signataires, de même qu'à celle de tout autre Etat invité à y adhérer par le Conseil exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation la science et la culture.

Article 33

Entrée en Vigueur

1. La présente Convention entrera en vigueur trois mois après que cinq instruments de ratification auront été déposés.

2. Ultérieurement, elle entrera en vigueur, pour chaque Haute Partie contractante, trois mois après le dépôt de son instrument de ratification ou d' adhésion.

3. Les situations prévues aux articles 18 et 19 donneront effet immédiat aux ratifications et aux adhésions déposées par les Parties au conflit avant ou après le début des hostilités ou de l' occupation Dans ces cas le Directeur général de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture fera, par la voie la plus rapide, les communications prévues à l' article 38.

Article 34

Mise en application effective

1. Les Etats parties à la Convention à la date de son entrée en vigueur prendront, chacun en ce qui le concerne, toutes les mesures requises pour sa mise en application effective dans un délai de six mois.

2. Ce délai sera de six mois à compter du dépôt de l' instrument de ratification ou d' adhésion, pour tous les Etats qui déposeraint leur instrument de ratification ou d' adhésion après le date d' entrée en vigueur de la Convention.

Article 35

Extension territoriale de la Convention

Toute Haute Partie contractante pourra, au moment de la ratification ou de l' adhésion, ou à tout moment ultérieur, déclarer par une notification adressée au Directeur général de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture, que la présente Convention s' étendra à l' ensemble ou à l' un quelconque des territoires dont elle assure les relations internationales. Ladite notification prendra effet trois mois après la date de sa réception.

Article 36

Relation avec les Convention antérieures

1. Dans les rapports entre Puissances qui sont liées par les Conventions de la Haye concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre (IV) et concernant le bombardement par des forces navales en temps de guerre (IX), qu' il s' agisse de celles du 29 juillet 1899 ou de celles du 18 octobre 1907, et qui sont Parties à la présente Convention, cette dernière complétera la susdite Convention (IX) et le Règlement annexé à la susdite Convention (IV) et remplacera le signe défini à l' article 5 de la susdite Convention (IX) par le signe défini à l' article 16 de la présente Convention pour les cas dans lesquels celle-ci et son Règlement d' exècution prévoient l' emploi de ce signe distinctif.

2. Dans les rapports entre Puissances liées par le Pacte de Washington du 15 Avril 1935 pour la protection d' institutions artistiques et scientifiques et de monuments historiques (Pacte Roerich) et qui sont Parties à la présente Convention, cette dernière complétera le Pacte Roerich et remplacera le drapeau distinctif défini è l' Article III du Pacte par le signe defini à l' article 16 de la présente Convention, pour les cas dans lesquels celle-ci et son Règlement d' exécution prévoient l' emploi de ce signe distinctif.

Article 37

Dénonciation

1. Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté de dénoncer la présente Convention en son nom propre ou au nom de tout territoire dont elle assure les relations internationales.

2. La dénonciation sera notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Directeur général de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture.

3. La dénonciation prendra effet une année après réception de l' instrument de dénonciation. Si toutefois, au moment de l' expiration de cette année, la Partie dénonçante se trouve impliquée dans un conflit armé, l' effet de la dénonciation demeurera suspendu jusqu' à la fin des hostilités et en tout cas aussi longtemps que les opérations de rapatriement des biens culturels ne seront pas terminées.

Article 38

Notifications

Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture informera les Etats visés aux articles 30 et 32, ainsi que l'Organisation des Nations Unies , du dépôt de tous les instruments de ratification, d'adhésion ou d'acceptation mentionnés aux articles 31, 32 et 39, de même que des notifications et dénonciations respectivement prévues aux articles 35, 37 et 39.

Article 39

Revision de la Convention et de son règlement d' exécution

1. Chacune des Hautes Parties contractantes peut proposer des amendements à la présente Convention et à son Règlement d'exécution. Tout amendement ainsi proposé sera communiqué au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation , la science et la culture, qui en transmettra le texte à toutes les Hautes Parties contractantes auxquelles il demandera en même temps de faire connaître dans les quatre mois:

a) si Elles désirent qu'une conférence soit convoquée pour étudier l'amendement proposé;

b) ou si Elles sont d'avis d'ccepter l'amendement proposé sans qu'une conférence se réunisse;

c) ou si Elles sont d'avis de rejeter l'amendement proposé sans la convocation d'une conférence.

2. Le Directeur général transmettra les réponses reçues en application du premier paragraphe du présent article à toutes les Hautes Parties contractantes.

3. Si toutes les Hautes Parties contractantes qui ont, dans le délai prévu, fait connaître leurs vues au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture conformément à l'alinéa b) du paragraphe premier du présent article, informent le Directeur général qu'Elles sont d'avis d'adopter l'amendement sans qu'une conférence se réunisse, notification de leur décision sera faite par le Directeur général conformément à l'artcle 38. L'amendement prendra effet, à l'égard de toutes les Hautes Parties contractantes, dans un délai de 90 jours à dater de cette notification.

4. Le Directeur général convoquera une conférence des Hautes Parties contractantes en vue d'étudier l'amendement proposé, si la demande lui en est faite par plus d'un tiers des Hautes Parties contractes.

5. Les amendements à la Convention ou à son Règlement d'exécution soumis à la procédure prévue au paragraphe précédent n'entreront en vigueur qu'après avoir été adoptés à l'unanimité par les Hautes Parties contractantes représentées à la conférence et avoir été acceptés par chacune des Hautes Parties contractantes.

6. L'acceptation par les Hautes Parties contractantes des amendements à la Convention ou à son Règlement d'exécution qui auront été adoptés par la conférence visée aux paragraphes 4 et 5, s'effectuera par le dépôt d'un instrument formel auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

7. Après l'entrée en vigueur d'amendements à la presente Convention ou à son Règlement d'exécution, seul le texte ainsi modifie de ladite Convention ou de son Règlement d'exécution restera ouvert à la ratification ou à l' adhésion.

Article 40

Enregistrement

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies , la présente Convention sera euregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

En foi de quoi les soussignés dûment autorisés ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le 14 mai 1954, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et dontdes copies certifiées conformes seront remises à tous les Etats visés aux articles 30 et 32, ainsi qu'à l'Organisation des Nations Unies.

REGLEMENT D' EXECUTION DE LA CONVENTION POUR LA PROTECTION DES BIENS CULTURELS EN CAS DE CONFLIT ARME

CHAPITRE PREMIER

Du contrôle

Article Premier

Liste internationale de personnalités

Dès l' éntrée en vigueur de la Convention, le Directeur général de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture établit une liste internationale composée de toutes les personnalités désignées par les Hautes Parties contractantes comme étant aptes à remplir les fonctions de Commissaire général aux biens culturels. Cette liste fera l' objet de revisions périodiques, sur l' initiative du Directeur général de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture, d' après les demandes formulées par les Hautes Parties contractantes.

Article 2

Organisation du contrôle

Dès qu' une Haute Partie contractante est engagée dans un conflit armé auquel s' applique l' article 18 de la Convention :

a) Elle nomme un représentant pour les biens culturels situés sur son territoire; si Elle occupe un autre territoire, Elle est tenue de nommer un représentant spécial pour les biens culturels qui s' y trouvent ;

b) la Puissance protectrice de chaque Partie adversaire de cette Haute Partie contractante nomme des délégués auprès de cette dernière, conformément à l' article 3 ci-après ;

c) il est nommé, auprès de cette Haute Partie contractante, un Commissaire général aux biens culturels, conformément à l' article 4 ci-après.

Article 3

Désignation des delégués des puissances protectrices

La Puissance protectrice désigne ses déléguecs parmi les membres de son personnel diplomatique ou consulaire ou, avec l' agrément de la Partie auprès de laquelle s' exercera leur mission, parmi d' autres personnes.

Article 4

Désignation du Commissaire Général

1. Le Commissaire général aux biens culturels est choisi d' un commun accord, sur la liste internationale de personnalités, par la Partie auprès de laquelle s' exercera sa mission et par les Puissances protectrices des Parties adverses.

2. Si les Parties ne se mettent pas d' accord dans les trois semaines qui suivent l' ouverture de leurs pourparlers sur ce point, Elles demandent au Président de la Cour internationale de Justice de désigner le Commissaire général, qui n'entrera en fonctions qu' après avoir obtenu l' agrément de la Partie auprès de laquelle il devra exercer sa mission.

Article 5

Attributions des délégués

Les délégués des Puissances protectrices constatent les violations de la Convention, font enquête, avec le consentement de la Partie auprès de laquelle ils exercent leur mission, sur les circonstances dans lesquelles elles se sont produites, effectuent des démarches sur place afin de les faire cesser et, en cas de besoin, en saisissent le Commissaire général. Ils le tiennent au courant de leur activité.

Article 6

Attributions du Commissaire Général

1. Le Commisaire général aux biens culturels traite, avec le représentant de la Partie auprès de laquelle il exerce sa mission et avec les délégués intéréssés, les questions dont il est saisi au sujet de l' application de la Convention.

2. Il a pouvoir de décision et de nomination dans les cas prévus au présent Règlement.

3. Avec l'agrément de la Partie auprès de laquelle il exerce sa mission, il a le droit d'ordonner une enquête ou de la diriger lui - même.

4. Il fait, auprès des Parties au conflit ou de leurs Puissances protectrices, toutes démarches qu'il juge utiles pour l'application de la Convention.

5. Il établit les rapports nécessaires sur l'application de la Convention et les communique aux Parties intéressés ainsi qu'à leurs Puissances protectrices. Il en remet des copies au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, qui ne pourra faire usage que de leurs données techniques.

6. Lorsqu'il n'existe pas de Puissance protectrice, le Commissaire général exerce les fonctions atribuées à la Puissance protectrice par les articles 21 et 22 de la la Convention.

Article 7

Inspecteurs et experts

1. Chaque fois que le Commissaire général aux biens culturels, sur demande ou après consultation des délégués intéressés, le juge nécessaire, il propose à l'agrément de la Partie auprès de laquelle il exerce sa mission une personne en qualité d'inspecteur aux biens culturels chargé d'une mission déterminée. Un inspecteur n'est responsable qu'envers le Commissaire général.

2. Le Commissaire général, les délégués et les inspecteurs peuvent recourir aux services d'experts, qui seront également proposés à l'agrément de la Partie mentionnée au paragraphe précédent.

Article 8

Exercice de la mission de contrôle

Les Commissaires généraux aux biens culturels, les délégués des Puissances protectrices, les inspecteurs et les experts ne doivent en aucun cas sortir des limites de leur mission. Ils doivent notamment tenir compte des nécessités de sécurité de la Haute Partie Contractante auprès de laquelle ils exercent leur mission, et avoir égard en toutes circonstances aux exigences de la situation militaire telles que les leur fera connaître ladite Haute Partie Contractante.

Article 9

Substitut des puissances protectrices

Si une Partie au conflit ne bénéfice pas, ou ne bénéficie plus, de l'activité d'une Puissance protectrice, un Etat neutre peut être sollicité d'assumer les fonctions de Puissance protectrice en vue de la désignation d'un Commissaire général aux biens culturels selon la procédure prévue à l'article 4 ci-dessus. Le Commissaire général ainsi désigné confie éventuellement à des inspecteurs les fonctions de délégués des Puissances protectrices déterminées par le présent Règlement.

Article 10

Frais

La rémunération et les frais du Commissaire général aux biens culturels, des inspecteurs et des experts, sont à la charge de la Partie auprès de laquelle s'exerce leur mission; ceux des délégués des puissances protectriecs font l'objet d'une entente entre celles-ci et les Etats dont elles sauvegardent les intérêts.

CHAPITRE II

De la protection spéciale

Article 11

Refuges improvisés

1. Si une Haute Partie contractante, au cours d'un conflit armé, est amenée par des circonstances imprévues à aménager un refuge improvisé et si Elle désire qu'il soit placé sous protection spéciale, Elle en fait immédiatement communication au Commissaire général qui exerce sa mission auprès d'Elle.

2. Si le Commissaire général est d'avis que les circonstances et l'importance des biens culturels abrités dans ce refuge improvisé justifient une telle mesure, il peut autoriser la Haute Partie contractante à y apposer le signe distinctif défini à l'article 16 de la Convention. Il communique sa désicion sans délai aux délégués intéressés des Puissances protectrices, dont chacun peut, dans un délai de 30 jours, ordonner le retrait immédiat du signe.

3. Dès que ces délégués ont signifié leur accord ou si le délai de 30 jours s'écoule sans qu'il y ait opposition de l'un quelconque des délégués intéressés et si le refuge improvisé remplit, selon l'avis du Commissaire général, les conditions prévues à l'article 8 de le Convention, le Commissaire général demande au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture l'inscription du refuge au Registre des biens culturels sous protection spéciale.

Article 12

Registre international des diens culturels sous protection spéciale

1. Il est établi un «Registre international des biens culturels sous protection spéciale».

2. Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture tient ce registre. Il en remet des doubles au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'aux Hautes Parties contractantes.

3. Le registre est divisé en chapitres, chacun d' eux au nom d'une Haute Partie contractante. Chaque chapitre est divisé en trois paragraphes intitulés respectivement: refuges, centres monumentaux, autres biens culturels immeubles. Le Directeur général arrête les mentions contenues dans chaque chapitre.

Article 13

Demandes d' inscription

1. Chacune des Hautes Parties contractantes peut faire au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, des demandes d' inscription au registre de certains refuges, centres monumentaux ou autres biens culturels immeubles, situés sur son territoire. Elle donne dans ces demandes des indications quant à l'emplacement de ces biens, et certifie que ces derniers remplissent les conditions prévues à l'article 8 de la Convention.

2. En cas d'occupation, la Puissance occupante a la faculté de faire des demandes d'inscription.

3. Le Directuer général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture envoie sans délai une copie des demandes d'inscription à chacune des Hautes Parties contractantes.

Article 14

Opposition

1. Chacune des Hautes Parties contractantes peut faire opposition à l'inscription d'un bien culturel par lettre adressée au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Cette lettre doit être reçue par lui dans un délai de quatre mois à dater du jour où il a expédié copie de la demande d'inscription.

2. Une telle opposition doit être motivée. Les seuls motifs en peuvent être :

a) que le bien n'est pas un bien culturel ;

b) que les conditions mentionnées à l'article 8 de la Convention ne sont pas remplies.

3. Le Directeur général envoie sans délai une copie de la lettre d'opposition aux Hautes Parties contractantes. Il prend, le cas échéant, l'avis du Comité international pour les monuments, les sites d'art et d'histoire et les sites de fouilles archéologiques et, en outre, s'il le juge utile, de tout autre organisme ou personnalité qualifiés.

4. Le Directeur général, ou la Haute Partie contractante qui a demandé l'inscription, peut faire toutes démarches opportunes auprès des Hautes Parties contractantes qui ont formé l'opposition, afin que celle-ci soit rapportée.

5. Si une Haute Partie contractante, après avoir demandé en temps de paix l'inscription d'un bien culturel au registre, se trouve engagée dans un conflit armé avant que l'inscription ait été effectuée, le bien culturel dont il s'agit sera immédiatement inscrit au registre par le Directeur général, à titre provisoire, en attendant que soit confirmée, rapportée ou annulée toute opposition qui pourra, ou aura pu, être formée.

6. Si, dans un délai de six mois à dater du jour où il a reçu la lettre d'opposition, le Directeur général ne reçoit pas de la Haute Partie contractante qui a formé l'opposition une communication notifiant que celle-ci est rapportée, la Haute Partie contractante qui a fait la demande d'inscription peut recourir à la procédure d'arbitrage prévue au paragraphe suivant.

7. La demande d'arbitrage doit être formulée au plus tard une année après la date à laquelle le Directeur général a reçu la lettre d'opposition. Chacune des Parties au différend désigne un arbitre. Dans le cas où une demande d'inscription a fait l'objet de plus d'une opposition, les Hautes Parties contractantes qui ont formé l'opposition désignent ensemble un arbitre. Les deux arbitres choisissent un surarbitre sur la liste internationale prévue à l'article premier du présent Règlement ; s'ils ne peuvent pas s'entendre pour effectuer ce choix, ils demandent au Président de la Cour internationale de Justice de nommer un surarbitre, qui ne doit pas nécessairement être choisi sur la liste internationale. Le tribunal arbitral ainsi formé détermine sa propre procédure ; ses décisions sont sans appel.

8. Chacune des Hautes Parties contractantes peut déclarer, au moment où surgit une contestation dans laquelle Elle est partie, qu'Elle ne désire pas appliquer la procédure arbitrale prévue au paragraphe précédent. Dans ce cas, l'opposition à une demande d'inscription est soumise par le Directeur général aux Hautes Parties contractantes. L'opposition n'est confirmée que si les Hautes Parties contractantes en décident ainsi à la majorité des deux tiers des votants. Le vote se fera par correspondance, à moins que le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, jugeant indispensable de convoquer une réunion en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 27 de la Convention, ne procède à cette convocation. Si le Directeur général décide de faire procéder au vote par correspondance, il invitera les Hautes Parties contractantes à lui faire parvenir leur vote sous pli scellé dans un délai de six mois à courir du jour où l'invitation à cet effet leur aura été adressée.

Article 15

Inscription

1. Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture fait inscrire au registre, sous un numéro d'ordre, tout bien culturel pour lequel une demande d'inscription a été faite lorsque cette demande n'a pas, dans le délai prévu au premier paragraphe de l'article 14, fait l'objet d'une opposition.

2. Dans le cas où une opposition a été formée, et sauf ce que est dit au paragraphe 5 de l'article 14, le Directeur général ne procédera à l'inscription de bien au registre que si l'opposition a été rapportée ou si elle n'a pas été confirmée à la suite de la procédure visée au paragraphe 7 de l'article 14 ou de celle visée au paragraphe 8 du même article.

3. Dans le cas visé au paragraphe 3 de l'article 11, de Directeur général procède à l'inscription sur requête du Commissaire général aux biens culturels.

4. Le Directeur général envoie sans délai au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, aux Hautes Parties contractantes, et, sur requête de la Partie ayant fait la demande d'inscription, à tous les autres Etats visés aux articles 30 et 32 de la Convention, une copie certifiée de toute inscription au registre. L'inscription prend effet trente jours après cet envoi.

Article 16

Radiation

1. Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture fait radier l'incription d'un bien culturel au registre :

a) à la requête de la Haute partie contractante sur le territoire de laquelle le bien se trouve ;

b) si la Haute Partie contractante qui avait demandé l'inscription a dénoncé la Convention et lorsque cette dénonciation est entrée en vigueur ;

c) dans le cas prévu au paragraphe 5 de l'article 14, lorqu'une opposition a été confirmée à la suite de la procédure visée au paragraphe 7 de l'article 14 ou de celle prévue au paragraphe 8 du même article.

2. Le Directeur général envoie sans délai au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et à tous les Etats qui ont reçu copie de l'inscription une copie certifiée de toute radiation au registre. La radiation prend effet trente jours après cet envoi.

CHAPITRE III

Des transports de biens culturels

Article 17

Procédure pour obtenir l'immunité

1. La demande visée au paragraphe premier de l'article 12 de la Convention est adressée au Com-

missaire général aux biens culturels. Elle doit mentionner les raisons qui l'ont suscitée et spécifier le nombre approximatif et l'importance des biens culturels à transférer, l'emplacement actuel de ces biens, leur nouvel emplacement prévu, les moyens de transport, le trajet à suivre, la date envisagée pour le transport et toute autre information utile.

2. Si le Commissaire général, après avoir pris les avis qu'il juge opportuns, estime que ce transfert est justifié, il consulte les délégués intéressés des Puissances protectrices sur les modalités d'exécution envisagées. A la suite de cette consultation, il informe du transport les Parties au conflit intéressées et joint à cette notification toutes informations utiles.

3. Le Commissaire général désigne un ou plusieurs inspecteurs qui s'assurent que le transport contient seulement les biens indiqués dans la demande, qu'il s'effectue selon les modalités approuvées et qu'il est muni du signe distinctif ; ce ou ces inspecteurs accompagnent le transport jusqu'au lieu de destination.

Article 18

Transport à l'etranger

Si le transfert sous protection spéciale se fait vers le territoire d'un autre pays, il est régi non seulement par l'article 12 de la Convention et par l'article 17 du présent Règlement, mais encore par les dispositions suivantes :

a) Pendant le séjour des biens culturels sur le territoire d'un autre Etat, celui-ci en sera dépositaire. Il assurera à ces biens des soins au moins égaux à ceux qu'il donne à ses propres biens culturels d'importance comparable.

b) L'Etat dépositaire ne rendra ces biens qu'après cessation du conflit ; ce retour aura lieu dans un délai de six mois après que la demande en aura été faite.

c) Pendant les transports successifs et pendant le séjour sur le territoire d'un autre Etat, les biens culturels seront à l' abri de toute mesure de saisie et frappés d' indisponibilité à l' égard du déposant aussi bien que du dépositaire. Toutefois, lorsque la sauvegarde des biens l' exigera, le dépositaire pourra, avec l' assentiment du déposant, faire transporter les biens dans le territoire d' un pays tiers, sous les conditions prévues au présent article.

d) La demande de mise sous protection spéciale doit mentionner que l' Etat vers le territoire duquel le transport s'effectuera accepte les dispositions du présent article.

Article 19

Territoire occupé

Lorsqu'une Haute Partie contractante occupant le territoire d' une autre Haute Partie contractante transporte des biens culturels dans un refuge situé en un autre point de ce territoire, sans pouvoir suivre la procédure prévue à l' article 17 du Règlement, ledit transport n' est pas considéré comme un détournement au sens de l' article 4 de la Convention, si le Commissaire général aux biens culturels certifie par écrit, après avoir consulté le personnel normal de protection, que les circonstances ont rendu ce transport nécessaire.

CHAPITRE IV

Du signe distinctif

Article 20

Apposition du signe

1. L' emplacement du signe distinctif et son degré de visibilité sont laissés à l' appréciation des autorités compétentes de chaque Haute Partie contractante. Le signe peut notamment figurer sur des drapeaux ou des brassards. Il peut être peint sur un objet ou y figurer de toute autre manière utile.

2. Toutefois, en cas de conflit armé, le signe doit, sans préjudice d'une signalisation éventuellement plus complète, être apposé, d' une façon bien visible le jour, de l'air comme de terre, sur les transports dans les cas prévus aux articles 12 et 13 de la Convention, et d' une façon bien visible de terre :

a) à des distances régulières suffisantes pour marquer nettement le périmètre d' un centre monumental sous protection spéciale ;

b) à l' entrée des autres biens culturels immeubles sous protection spéciale.

Article 21

Identification de personnes

1. Les personnes visées à l' article 17 de la Convention, paragraphe 2, alinéas b) et c), peuvent porter un brassard muni du signe distinctif, délivré et timbré par les autorités compétentes.

2. Elles portent une carte d'identité spéciale munie du signe distinctif. Cette carte mentionne au moins les nom et prénoms, la date de naissance, le titre ou grade et la qualité de l' intéressé. La carte est munie de la photographie du titulaire et, en outre, soit de sa signature, soit de ses empreintes digitales, soit des deux à la fois. Elle porte le timbre sec des autorités compétentes.

3. Chaque Haute Partie contractante établit son modèle de carte d' identité en s' inspirant du modèle figurant à titre d'exemple en annexe au présent Règlement. Les Hautes Parties contractantes se communiquent le modèle adopté. Chaque carte d'identité est établie, si possible, en deux exemplaires au moins, dont l'un est conservé par la Puissance qui l'a délivrée.

4. Les personnes mentionnées ci-dessus ne peuvent être privées, sauf raison légitime, ni de leur carte d'identité, ni du droit de porter leur brassard.

Recto

CARTE D'IDENTITÉ

pour le personnel affecté à la protection des biens culturels

Nom ....

Prénoms ....

Date de naissance ....

Titre ou grade ....

Qualité ....

est titulaire de la présente carte en vertu de la Convention de La Haye du 14 mai 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé.

Date de l'établissement de la carte ....

Numéro de la carte ....

Verso

Photographie du porteur

Signature ou empreintes digitales ou les deux

Timbre sec de l'autorité délivrant la carte

Taille	Yeux	Cheveux

Autres éléments éventuels d'identification

....

PROTOCOLE

Les Hautes Parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

I

1. Chacune des Hautes Parties contractantes s' engage à empêcher l' exportation de biens culturels d' un territoire occupé par Elle lors d' un conflit armé, ces biens culturels étant définis à l' article premier de la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signée à La Haye, le 14 mai 1954.

2. Chacune des Hautes Parties contractantes s' engage à mettre sous séquestre les biens culturels importés sur son territoire et provenant directement ou indirectement d'un quelconque territoire occupé. Cette mise sous séquestre est prononcée soit d'office à l' importation, soit, à défaut, sur requête des autorités dudit territoire.

3. Chacune des Hautes Parties contractantes s' engage à remettre à la fin des hostilités, aux autorités compétentes du territoire précédemment occupé, les biens culturels qui se trouvent chez Elle, si ces biens ont été exportés contrairement au principe du paragraphe premier. Ils ne pourront jamais être retenus au titre de dommages de guerre.

4. La Haute Partie contractante qui avait l' obligation d' empêcher l'exportation de biens culturels du territoire occupé par Elle, doit indemniser les détenteurs de bonne foi des biens culturels qui doivent être remis selon le paragraphe précédent.

II

5. Les biens culturels provenant du territoire d' une Haute Partie contractante et déposés par Elle, en vue de leur protection contre les dangers d'un conflit armé, sur le territoire d'une autre Haute Partie contractante seront, à la fin des hostilités, remis par cette dernière aux autorités compétentes du territoire de provenance.

III

6. Le présent Protocole portera la date du 14 mai 1954 et restera ouvert jusqu' à la date du 31 décembre 1954 à la signature de tous les Etats invités à la Conférence qui s' est réunie à La Haye du 21 avril 1954 au 14 mai 1954.

7. a) Le présent Protocole sera soumis à la ratification des Etats signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

b) Les instruments de ratification seront déposés auprès du Directeur général de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture.

8. A dater du jour de son entrée en vigueur, le présent Protocole sera ouvert à l' adhésion de tous les Etats visés au paragraphe 6, non signataires, de même qu'à celle de tout autre Etat invité à y adhérer par le Conseil exécutif de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture. L' adhésion se fera par le dépôt d' un instrument d' adhésion auprès du Directeur général de l' Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

9. Les Etats visés aux paragraphes 6 et 8 pourront, au moment de la signature, de la ratification ou de l' adhésion, déclarer qu' ils ne seront pas liés par les dispositions de la Partie I ou par celles de la Partie II du présent Protocole.

10. a) Le présent Protocole entrera en vigueur trois mois après que cinq instruments de ratification auront été déposés.

b) Ultérieurement, il entrera en vigueur, pour chaque Haute Partie contractante, trois mois après le

dépôt de son instrument de ratification ou d' adhénsion.

c) Les situations prévues aux articles 18 et 19 de la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signée à La Haye le 14 mai 1954, donneront effet immédiat aux ratifications et aux adhésions déposées par les Parties au conflit avant ou après le début des hostilités ou de l' occupation. Dans ces cas le Directeur général de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture fera, par la voie la plus rapide, les communications prévues au paragraphe 14.

11. a) Les Etats parties au Protocole à la date de son entrée en vigueur prendront, chacun en ce qui le concerne, toutes les mesures requises pour sa mise en application effective dans un délai de six mois.

b) Ce délai sera de six mois à compter du dépôt de l' instrument de ratification ou d' adhésion, pour tous les Etats qui déposeraient leur instrument de ratification ou d' adhésion après la date d' entrée en vigueur du Protocole.

12. Toute Haute Partie contractante pourra, au moment de la ratification ou de l' adhésion, ou à tout moment ultérieur, déclarer par une notification adressée au Directeur général de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture que le présent Protocole s'étendra à l'ensemble ou à l'un quelconque des territoires dont Elle assure les relations internationales. Ladite notification prendra effet trois mois après la date de sa réception.

13. a) Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté de dénoncer le présent Protocole en son nom propre ou au nom de tout territoire dont elle assure les relations internationales.

b) La dénonciation sera notifiée par un instrument écrit déposé auprés du Directeur général de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture.

c) La dénonciation prendra effet une année après réception de l'instrument de dénonciation. Si toutefois, au moment de l' expiration de cette année, la Partie dénonçante se trouve impliquée dans un conflit armé, l'effet de la dénonciation demeurera suspendu jusqu' à la fin des hostilités et en tout cas aussi longtemps que les opérations de rapatriement des biens culturels ne seront pas terminées.

14. Le Directeur général de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture informera les Etats visés aux paragraphes 6 et 8, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, du dépôt de tous les instruments de ratification, d' adhésion ou d' acceptation mentionnés aux paragraphes 7, 8 et 15 de même que des notifications et dénonciations respectivement prévues aux paragraphes 12 et 13.

15. a) Le présent Protocole peut être revisé si la revision en est demandée par plus d' un tiers des Hautes Parties contractantes.

b) Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture convoque une conférence à cette fin.

c) Les amendements au présent Protocole n' entreront en vigueur qu' après avoir été adoptés à l' unanimité par les Hautes Parties contractantes représantées à la onférence et avoir été acceptés par chacune des Hautes Parties contractantes.

d) L' acceptation par les Hautes Parties contractantes des amendements au présent Protocole qui auront été adoptés par la conférence visée aux alinéas b) et c), s' effectuera par le dépôt d' un instrument formel auprès du Directeur général de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture.

e) Après l' entrée en vigueur d' amendements au présent Protocole, seul le texte ainsi modifié dudit Protocole restera ouvert à la ratification ou à l' adhésion.

Conformément à l' article 102 de la Charte des Nations Unies, le présent Protocole sera enregistré au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Directeur général de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture.

En foi de quoi les soussignés dûment autorisés ont signé le présent Protocole.

Fait à La Haye, le 14 mai 1954, en anglais, en espagnol, en français et en russe, les quatre textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture, et dont des copies certifiées conformes seront remises à tous les Etats visés aux paragraphes 6 et 8, ainsi qu' à l' Organisation des Nations Unies.

RESOLUTION I

La Conférence émet le voeu que les organes compétents des Nations Unies décident que celles–ci, en cas d' action militaire entreprise en application de la Charte, feront en sorte que les forces armées participant à cette action appliquent les dispositions de la Convention.

RESOLUTION II

La Conférence émet le voeu que, dès son adhésion à la Convention, chacune des Haute Parties contractantes constitue, dans le cadre de son système constitutionnel et administratif, un comité consultatif national composé d' un nombre restreint de personnalités, telles que de hauts fonctionnaires des services archéologiques, des musées, etc., un représentant de l'état–major général, un représentat du ministère des affaires étrangères, un spécialiste du droit international, et deux ou trois autres membres exerçant des fonctions ou compétents dans les domaines couverts par la Convention.

Ce Comité — qui fonctionnerait sous l' autorité du ministre ou du haut fonctionnaire dont dépendent les services nationaux chargés de veiller sur les intérêts des biens culturels — pourrait notamment avoir les attributions suivantes :

a) conseiller le gouvernement au sujet des mesures nécessaires à la mise en application de la Convention sur les plans législatif, technique ou militaire, en temps de paix ou de conflit armé ;

b) intervenir auprès de son gouvernement en cas de conflit armé ou d' imminence d' un tel conflit, afin que les biens culturels situés sur le territoire national et sur les territoires d' autres pays soient connus, respectés et protégés par les forces armées du pays, selon les dispositions de la Convention ;

c) assurer, en accord avec son gouvernement, la liaison et la coopération avec les autres comités nationaux de ce genre et avec tout organisme international compétent.

RESOLUTION III

La Conférence émet le voeu que le Directeur général de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture convoque, aussitôt

que possible apprés l' entrée en vigueur de la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, une réunion des Hautes Parties contractantes.

Copie certifiée conforme et complète de l'exemplaire original de l'Acte final de la Conférence intergouvernementale sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé, de la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et du Protocole pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signés à La Haye le 14 mai 1954, et des résolutions annexées à l' Acte final.

Paris, 8 Juillet 1954

Conseiller juridique
de l' Organisation des Nations Unies
pour l' éducation, la science et la culture.

ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΔΙΑ ΤΗΝ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑΝ ΤΩΝ ΠΟΛΙΤΙΣΤΙΚΩΝ ΑΓΑΘΩΝ ΕΙΣ ΠΕΡΙΠΤΩΣΙΝ ΕΝΟΠΛΟΥ ΣΥΡΡΑΞΕΩΣ

Τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη,

Διαπιστώνοντα ὅτι τὰ πολιτιστικὰ ἀγαθὰ ἔχουν ὑποστεῖ σοβαρὰς ζημίας κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν τελευταίων συγκρούσεων καὶ ὅτι ἐξ αἰτίας τῆς ἀναπτύξεως τῆς πολεμικῆς τεχνικῆς αὐτὰ ἀπειλοῦνται ὁλονὲν καὶ περισσότερον ἀπὸ καταστροφήν.

Πεπεισμένα ὅτι αἱ προσγενόμεναι βλάβαι εἰς πολιτιστικὰ ἀγαθὰ κάθε λαοῦ εἰς τὸν ὁποῖον ἀνήκουν, ἀποτελοῦν βλάβας τῆς πολιτιστικῆς κληρονομίας ὁλοκλήρου τῆς ἀνθρωπότητος, δοθέντος, ὅτι κάθε λαὸς συνεισφέρει εἰς τὸν παγκόσμιον πολιτισμόν.

Θεωρῶντα ὅτι ἡ διαφύλαξις τῆς πολιτιστικῆς κληρονομίας παρουσιάζει μεγάλην σημασίαν δι' ὅλους τοὺς λαοὺς τοῦ κόσμου καὶ ὅτι εἶναι ἀνάγκη νὰ ἐξασφαλισθῇ εἰς αὐτὴν τὴν κληρονομίαν διεθνὴς προστασία.

Ὁδηγούμενα ἀπὸ τὰς ἀρχὰς αἱ ὁποῖαι ἀφοροῦν εἰς τὴν προστασίαν τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν εἰς περίπτωσιν ἐνόπλου συρράξεως, αἱ ὁποῖαι ἐθεσπίσθησαν εἰς τὰς συμβάσεις τῆς Χάγης τοῦ 1899 καὶ 1907 καὶ εἰς τὸ Σύμφωνον τῆς Οὐάσιγκτων τῆς 15ης Ἀπριλίου 1935.

Θεωρῶντα ὅτι διὰ νὰ εἶναι ἀποτελεσματικὴ ἡ προστασία αὐτῶν τῶν ἀγαθῶν πρέπει νὰ ὀργανωθῇ ἤδη ἐν καιρῷ εἰρήνης χάρις εἰς τὰ μέτρα τόσο ἐθνικά, ὅσο καὶ διεθνῆ. Ἀποφασισμένα νὰ λάβουν ὅλα τὰ δυνατὰ μέτρα γιὰ νὰ προστατεύσουν τὰ πολιτιστικὰ ἀγαθά.

Συμφωνοῦν ὡς πρὸς τὰς ἀκολούθους διατάξεις:

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Ι.
Γενικὰ μέτρα ἀφορῶντα τὴν προστασίαν.

Ἄρθρον 1.
Ὁρισμὸς τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν.

Διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμβάσεως θεωροῦνται ὡς πολιτιστικὰ ἀγαθὰ ἀσχέτως πρὸς τὴν προέλευσίν των ἢ τὴν ἰδιοκτησίαν των:

α) Τὰ ἀγαθά, κινητὰ ἢ ἀκίνητα, τὰ ὁποῖα παρουσιάζουν μεγάλο ἐνδιαφέρον διὰ τὴν πολιτιστικὴν κληρονομίαν τῶν λαῶν, ὅπως τὰ μνημεῖα τῆς ἀρχιτεκτονικῆς, τῆς τέχνης ἢ τῆς ἱστορίας, ἐκκλησιαστικὰ ἢ κοσμικά, οἱ ἀρχαιολογικὲς τοποθεσίες, τὰ οἰκοδομικὰ σύνολα, τὰ ὁποῖα ἔτσι ὅπως εἶναι παρουσιάζουν ἐνδιαφέρον ἱστορικὸ ἢ καλλιτεχνικό, τὰ ἔργα τέχνης, τὰ χειρόγραφα, βιβλία καὶ ἄλλα ἀντικείμενα καλλιτεχνικοῦ, ἱστορικοῦ ἢ ἀρχαιολογικοῦ ἐνδιαφέροντος, ὅπως ἐπίσης αἱ ἐπιστημονικαὶ συλλογαὶ καὶ αἱ σημαντικαὶ συλλογαὶ βιβλίων ἀρχείων ἢ πιστῶν ἀντιγράφων τῶν ἀγαθῶν, τὰ ὁποῖα περιγράφονται κατωτέρω.

β) Τὰ οἰκοδομήματα τῶν ὁποίων κύριος καὶ πραγματικὸς σκοπὸς εἶναι ἡ διαφύλαξις ἢ ἡ ἔκθεσις τῶν κινητῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν ὡς ὁρίζονται εἰς τὸ ἐδάφιον (α), ὅπως τὰ μουσεῖα, οἱ μεγάλες βιβλιοθῆκες, οἱ χῶροι φυλάξεως ἀρχείων ὅπως ἐπίσης καὶ τὰ καταφύγια τὰ προοριζόμενα νὰ προστατεύσουν εἰς περίπτωσιν ἐνόπλου συρράξεως τὰ κινητὰ πολιτιστικὰ ἀγαθά, τὰ ὁριζόμενα εἰς τὸ ἐδάφιον (α).

γ) Τὰ κέντρα, τὰ ὁποῖα περιέχουν σημαντικὸν ἀριθμὸν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν ἐκ τῶν ὁριζομένων εἰς τὰ ἐδάφια (α) καὶ (β) καὶ ὀνομάζονται «κέντρα περιέχοντα μνημεῖα».

Ἄρθρον 2.
Προστασία τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν.

Διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἡ προστασία τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν περιλαμβάνει τὴν προστασίαν καὶ τὸν σεβασμὸν αὐτῶν τῶν ἀγαθῶν.

Ἄρθρον 3.
Διαφύλαξις τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν.

Τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ προετοιμάσουν ἤδη ἐν καιρῷ εἰρήνης τὴν διαφύλαξιν τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν, τὰ ὁποῖα εὑρίσκονται εἰς τὸ ἔδαφός των, ἀπὸ τὰ προβλεπόμενα ἀποτελέσματα μιᾶς ἐνόπλου συρράξεως, λαμβάνοντα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα αὐτὰ θεωροῦν τελεσφόρα.

Ἄρθρον 4.
Σεβασμὸς τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν.

1. Τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη ὑποχρεοῦνται εἰς σεβασμὸν τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν τῶν εὑρισκομένων τόσον ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των, ὅσον καὶ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν λοιπῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἀπαγορεύοντα τὴν χρησιμοποίησιν τῶν ἐν λόγῳ ἀγαθῶν, ὅπως καὶ τῶν ἐγκαταστάσεων προστασίας των καὶ τῶν χώρων, οἱ ὁποῖοι εὑρίσκονται εἰς ἄμεσον γειτνίασιν πρὸς αὐτά, διὰ σκοποὺς οἱ ὁποῖοι θὰ ἠδύναντο νὰ ἐκθέσουν τὰ ἐν λόγῳ ἀγαθὰ εἰς καταστροφὴν ἢ εἰς ἐπιδείνωσιν ἐν περιπτώσει ἐνόπλου συρράξεως καὶ νὰ ἀπέχουν ἀπὸ πᾶσαν ἐχθρικὴν πρᾶξιν ἐν σχέσει πρὸς αὐτά.

2. Δὲν ἐπιτρέπονται ἐξαιρέσεις ἀπὸ τὰς ὑποχρεώσεις αἱ ὁποῖαι καθορίζονται εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου εἰμὴ εἰς περιπτώσεις κατὰ τὰς ὁποίας στρατιωτικὴ ἀνάγκη ἀπαιτεῖ κατὰ τρόπον ἀδήριτον τοιαύτην ἐξαίρεσιν.

3. Τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη ὑποχρεοῦνται ἐξ ἄλλου νὰ ἀπαγορεύσουν, νὰ ἀποτρέψουν καὶ ἐὰν εἶναι ἀνάγκη νὰ παύσουν κάθε πρᾶξιν κλοπῆς, λεηλασίας ἢ ὑπεξαιρέσεως πολιτιστικῶν ἀγαθῶν, ἐκτελουμένην ὑπὸ οἱανδήποτε μορφὴν ὅπως ἐπίσης καὶ πᾶσαν πρᾶξιν βανδαλισμοῦ ἀφορῶσαν τὰ ἐν λόγῳ ἀγαθά. Θὰ ἀπαγορεύουν τὴν ἐπίταξιν τῶν κινητῶν ἀγαθῶν τῶν εὑρισκομένων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἄλλου Ὑψηλοῦ συμβαλλομένου Μέρους.

4. Θὰ ἀπαγορεύουν κάθε μέτρον ἀντιποίνων ἐναντίον πολιτιστικῶν ἀγαθῶν.

5. Ὁποιοδήποτε Ὑψηλὸν συμβαλλόμενον Μέρος δὲν μπορεῖ νὰ ἀπαλλαγῇ τῶν συμβατικῶν ὑποχρεώσεων τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐν σχέσει πρὸς ἄλλα Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη, βασιζόμενον εἰς τὸ ἐπιχείρημα ὅτι αὐτὸ τὸ τελευταῖο δὲν ἔχει ἐφαρμόσει τὰ μέτρα διαφυλάξεως τὰ ὁποῖα περιγράφονται εἰς τὸ ἄρθρον τρία (3).

Ἄρθρον 5.
Κατοχὴ ἐδάφους.

1. Τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη, καταλαβόντα ἐξ ὁλοκλήρου ἢ μερικῶς τὸ ἔδαφος ἄλλου Ὑψηλοῦ συμβαλλομένου Μέρους πρέπει εἰς τὸ μέτρον τοῦ δυνατοῦ, νὰ ὑποστηρί-

ξουν τὰς προσπαθείας τῶν ἁρμοδίων ἐθνικῶν ἀρχῶν τοῦ καταληφθέντος ἐδάφους, πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς προστασίας καὶ διαφυλάξεως τῶν πολιτιστικῶν των ἀγαθῶν.

2. Ἐὰν εἶναι ἀναγκαία ἐπείγουσα ἐπέμβασις διὰ τὴν διαφύλαξιν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν κειμένων ἐντὸς κατεχομένου ἐδάφους καὶ ὑποστάντων βλάβην ἀπὸ τὰς στρατιωτικὰς ἐπιχειρήσεις καὶ ἐὰν αἱ ἐθνικαὶ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ ἀδυνατοῦν νὰ λάβουν τοιαῦτα μέτρα, ἡ καταλαβοῦσα Δύναμις λαμβάνει, ἐφ' ὅσον εἶναι δυνατόν, καὶ εἰς στενὴν συνεργασίαν μὲ αὐτὰς τὰς ἀρχάς, τὰ πλέον κατάλληλα μέτρα συντηρήσεως.

3. Ἕκαστον Ὑψηλὸν συμβαλλόμενον Μέρος τοῦ ὁποίου ἡ κυβέρνησις θεωρεῖται ἀπὸ τὰ μέλη κινήματος ἀντιστάσεως ὡς νόμιμος αὐτῶν κυβέρνησις, θὰ ἐπιστήση ἐὰν εἶναι δυνατὸν τὴν προσοχὴν αὐτῶν τῶν μελῶν ἐπὶ τῶν ὑποχρεώσεων σεβασμοῦ τῶν διατάξεων ἐκείνων τῆς Συμβάσεως, αἱ ὁποῖαι ἀφοροῦν εἰς τὴν προστασίαν τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν.

Ἄρθρον 6.

Χαρακτηρισμὸς τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν.

Συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 16, τὰ πολιτιστικὰ ἀγαθὰ δύνανται νὰ φέρουν διακριτικὸν σῆμα οὕτως ὥστε νὰ διευκολύνεται ἡ ἀναγνώρισίς των.

Ἄρθρον 7.

Στρατιωτικὰ μέτρα.

1. Τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ εἰσαγάγουν ἤδη ἐν καιρῷ εἰρήνης εἰς τοὺς στρατιωτικοὺς κανονισμοὺς ἢ τὰς ὁδηγίας εἰδικὰς διατάξεις διὰ τὴν ἐξασφάλισιν σεβασμοῦ τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ νὰ ἐμφυσήσουν ἤδη ἐν καιρῷ εἰρήνης εἰς τὸ προσωπικὸν τῶν ἐνόπλων των δυνάμεων πνεῦμα σεβασμοῦ πρὸς τὸν πολιτισμὸν καὶ τὰ πολιτιστικὰ ἀγαθὰ ὅλων τῶν λαῶν.

2. Ὑποχρεοῦνται νὰ ἑτοιμάσουν ἢ νὰ ἱδρύσουν ἤδη ἐν καιρῷ εἰρήνης, εἰς τὸ πλαίσιον τῶν ἐνόπλων δυνάμεων ὑπηρεσίας ἢ εἰδικευμένον προσωπικὸν τοῦ ὁποίου ἀποστολὴ θὰ εἶναι νὰ ἐπαγρυπνοῦν διὰ τὸν σεβασμὸν τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν καὶ νὰ συνεργάζωνται μὲ τὰς πολιτικὰς ἀρχὰς τὰς ἐπιφορτισμένας μὲ τὴν διαφύλαξιν αὐτῶν τῶν ἀγαθῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙ.

Περὶ τῆς εἰδικῆς προστασίας.

Ἄρθρον 8.

Παραχώρησις εἰδικῆς προστασίας.

1. Δύναται νὰ τεθῇ ὑπὸ εἰδικὴν προστασίαν περιορισμένος ἀριθμὸς καταφυγίων προορισμένων διὰ τὴν προστασίαν τῶν κινητῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν εἰς περίπτωσιν ἐνόπλου συρράξεως, κέντρων περιεχόντων μνημεῖα καὶ ἄλλων ἀκινήτων πολιτιστικῶν ἀγαθῶν πολὺ μεγάλης σπουδαιότητος, ὑπὸ τὸν ὅρον:

α) Ὅτι εὑρίσκονται εἰς ἐπαρκῆ ἀπόστασιν ἀπὸ μεγάλα βιομηχανικὰ κέντρα ἢ ἀπὸ πᾶν σημαντικὸν στρατιωτικὸν ἀντικείμενον, τὸ ὁποῖον ἀποτελεῖ εὐαίσθητον σημεῖον, ὅπως ἐπὶ παραδείγματι ἀεροδρόμιον, ραδιοφωνικὸς σταθμός, ἵδρυμα ἐργαζόμενον διὰ τὴν ἐθνικὴν ἄμυναν, λιμήν, σιδηροδρομικὸς σταθμὸς σημαντικοῦ ἐνδιαφέροντος ἢ μεγάλη συγκοινωνιακὴ ὁδός.

β) Νά μὴ χρησιμοποιηθοῦν διὰ στρατιωτικοὺς σκοπούς.

2. Ἕνα καταφύγιον διὰ πολιτιστικὰ κινητὰ ἀγαθὰ δύναται ἐπίσης νὰ τεθῇ ὑπὸ εἰδικὴν προστασίαν, ἐὰν εἶναι κατασκευασμένον κατὰ τέτοιον τρόπον ὥστε κατὰ πᾶσαν πιθανότητα οἱ βομβαρδισμοὶ δὲν δύνανται νὰ τὸ προσβάλουν.

3. «Κέντρον περιέχον μνημεῖα» θεωρεῖται ὅτι χρησιμοποιεῖται διὰ στρατιωτικοὺς σκοποὺς ὅταν χρησιμοποιηθῆ διὰ τὴν μετακίνησιν στρατιωτικοῦ προσωπικοῦ ἢ ὑλικοῦ ἀκόμη κι' ἐὰν ταῦτα εἶναι διερχόμενα. Τὸ αὐτὸ συμβαίνει ὅταν λαμβάνουν χώραν ἐκεῖ δραστηριότητες ἔχουσαι ἄμεσον σχέσιν μὲ τὰς στρατιωτικὰς ἐπιχειρήσεις, τὴν διαμονὴν τοῦ στρατιωτικοῦ προσωπικοῦ ἢ τὴν παραγωγὴν πολεμικοῦ ὑλικοῦ.

4. Δὲν θεωρεῖται χρησιμοποίησις διὰ στρατιωτικοὺς σκοποὺς ἡ ἐπίβλεψις πολιτιστικοῦ ἀγαθοῦ ἐκ τῶν απαριθμουμένων εἰς τὴν πρώτην παράγραφον, ἀπὸ ἐνόπλους φρουρούς, εἰδικῶς ἐξουσιοδοτημένους διὰ τὸν σκοπὸν αὐτὸν ἢ ἡ παρουσία πλησίον τοῦ πολιτιστικοῦ ἀγαθοῦ ἀστυνομικῆς δυνάμεως κανονικῶς ἐπιφορτισμένης διὰ τὴν τήρησιν τῆς δημοσίας τάξεως.

5. Εἰδικὴ προστασία παραχωρεῖται εἰς τὰ πολιτιστικὰ ἀγαθὰ διὰ τῆς ἐγγραφῆς των εἰς τὸν «Διεθνῆ κατάλογον πολιτιστικῶν ἀγαθῶν ὑπὸ εἰδικὴν προστασίαν». Ἡ ἐγγραφὴ αὐτὴ δὲν μπορεῖ νὰ εἶναι ἀποτελεσματικὴ εἰμὴ μόνον ἐὰν εἶναι σύμφωνος πρὸς τὰς ἀρχὰς τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ ἐντὸς τῶν ὑπὸ τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Κανονισμοῦ προβλεπομένων ὅρων.

Ἄρθρον 9.

Ἀσυλία τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν ὑπὸ εἰδικὴν προστασίαν.

Τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ ἐξασφαλίσουν ἀσυλίαν τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν ὑπὸ εἰδικὴν προστασίαν ἀπαγορεύοντα ἀπὸ τῆς ἐγγραφῆς των εἰς τὸν διεθνῆ Κατάλογον πᾶσαν ἐχθροπραξίαν ὡς πρὸς αὐτὰ καὶ ἐξαιρέσει τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῆς παραγράφου πέντε (5) τοῦ ἄρθρου 8 περιπτώσεων, πᾶσαν χρησιμοποίησιν τῶν ἀγαθῶν αὐτῶν ἢ τῆς πλησίον περιοχῆς διὰ στρατιωτικοὺς σκοπούς.

Ἄρθρον 10.

Χαρακτηρισμὸς καὶ ἔλεγχος.

Κατὰ τὴν διάρκειαν ἐνόπλου συρράξεως, τὰ ὑπὸ εἰδικὴν προστασίαν πολιτιστικὰ ἀγαθὰ πρέπει νὰ ἐφοδιασθοῦν μὲ διακριτικὸν σῆμα ὁριζόμενο εἰς τὸ ἄρθρον 16 καὶ νὰ εἶναι ἐλεύθερα εἰς ἔλεγχο διεθνοῦς χαρακτῆρος ὡς προβλέπεται ὑπὸ τοῦ ἐκτελεστικοῦ κανονισμοῦ.

Ἄρθρον 11.

Ἄρσις τῆς ἀσυλίας.

1. Ἐὰν ἕνα ἀπὸ τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη παραβιάζει σχετικῶς πρὸς ἕνα πολιτιστικὸ ἀγαθὸ ὑπὸ εἰδικὴν προστασίαν τὰς ὑποχρεώσεις τοῦ ἄρθρου 9, τὸ ἀντίπαλον Μέρος, ὅσον διάστημα διαρκεῖ ἡ παραβίασις ἀπαλλάσσεται τῆς ὑποχρεώσεως νὰ διασφαλίζη τὴν ἀσυλίαν τοῦ ἐν λόγῳ ἀγαθοῦ. Ἐν τούτοις ὁποτεδήποτε τὸ ἐν λόγῳ μέρος δύναται, ζητεῖ προηγουμένως τὴν κατάπαυσιν αὐτῆς τῆς παραβιάσεως ἐντὸς εὐλόγου προθεσμίας.

2. Πλὴν τῶν προβλεπομένων περιπτώσεων τῆς πρώτης παραγράφου τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἡ ἀσυλία ἑνὸς πολιτιστικοῦ ἀγαθοῦ ὑπὸ εἰδικὴν προστασίαν δὲν δύναται νὰ ἀποσυρθῇ εἰμὴ μόνον εἰς εἰδικὰς περιπτώσεις ἀφεύκτου στρατιωτικῆς ἀνάγκης καὶ μόνον διὰ τὸ διάστημα κατὰ τὸ ὁποῖον ἡ ἀνάγκη αὐτὴ διαρκεῖ. Αὕτη δὲν δύναται νὰ ἐπιβεβαιωθῇ εἰμὴ παρὰ τοῦ ἐπικεφαλῆς στρατιωτικοῦ σχηματισμοῦ ἴσης ἢ ἀνωτέρας σημασίας ἀπὸ μίαν Μεραρχίαν. Ὁσάκις τὸ ἐπιτρέπουν οἱ περιστάσεις ἡ ἀπόφασις ἄρσεως τῆς ἀσυλίας κοινοποιεῖται προηγουμένως εἰς τὸ ἀντίπαλον μέρος.

3. Τὸ μέρος τὸ ὁποῖον αἴρει τὴν ἀσυλίαν πρέπει νὰ πληροφορήση περὶ αὐτοῦ, ἐντὸς τῆς συντομωτέρας δυνατῆς προθεσμίας, γραπτῶς καὶ ἠτιολογημένως τὸν γενικὸν Ἐπίτροπον τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν, ὅπως προβλέπεται εἰς τὸν Ἐκτελεστικὸν Κανονισμόν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ

Μεταφοραὶ Πολιτιστικῶν Ἀγαθῶν.

Ἄρθρον 12.

Μεταφορὰ ὑπὸ εἰδικὴν προστασίαν.

1. Μεταφορὰ ἡ ὁποία σκοπεῖ εἰς τὴν μετακίνησιν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν εἴτε εἰς τὸ ἐσωτερικὸν τοῦ ἐδάφους εἴτε πρὸς κατεύθυνσιν ἄλλου ἐδάφους, δύναται τῇ αἰτήσει τοῦ ἐνδιαφερομένου Ὑψηλοῦ συμβαλλομένου Μέρους νὰ γίνῃ ὑπὸ

εἰδικὴν προστασίαν, ὑπὸ τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Κανονισμοῦ ὅρους.

2. Ἡ μεταφορὰ ὑπὸ εἰδικὴν προστασίαν πραγματοποιεῖται ὑπὸ ἐπίβλεψιν διεθνοῦς χαρακτῆρος, ἡ ὁποία προβλέπεται εἰς τὸν Ἐκτελεστικὸν Κανονισμὸν καὶ φέρει τὸ εἰδικὸν σῆμα τὸ ὁποῖον ὁρίζει τὸ ἄρθρο 16.

3. Τὰ Ὑψηλὰ συβαλλόμενα Μέρη ἀπαγορεύουν πᾶσαν ἐχθρικὴν πρᾶξιν στρεφομένην κατὰ μεταφορᾶς ὑπὸ εἰδικὴν προστασίαν.

Ἄρθρον 13.

Μεταφορὰ εἰς ἐπείγουσαν περίπτωσιν.

1. Ἐὰν ἓν Ὑψηλὸν συμβαλλόμενον Μέρος θεωρεῖ ὅτι ἡ ἀσφάλεια ὡρισμένων πολιτιστικῶν ἀγαθῶν ἀπαιτεῖ τὴν μεταφοράν των καὶ ὅτι ὑπάρχει τοιαύτη ἐπείγουσα ἀνάγκη, ὥστε νὰ μὴ δύναται νὰ ἐφαρμοσθῇ ἡ προβλεπομένη διαδικασία ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 12, ἰδίως κατὰ τὴν ἔναρξιν ἐνόπλου συρράξεως, ἡ μεταφορὰ δύναται νὰ φέρῃ τὸ διακριτικὸν σῆμα τὸ ὁριζόμενον εἰς τὸ ἄρθρον 16, ἐκτὸς ἐὰν ἀπετέλεσεν ἀντικείμενον αἰτήσεως ἀσυλίας, ὑπὸ τὴν ἔννοιαν τοῦ ἄρθρου 12, ἡ δὲ αἴτησις αὕτη ἀπερρίφθη. Κατὰ τὸ μέτρον τοῦ δυνατοῦ πρέπει νὰ γίνεται κοινοποίησις τῆς μεταφορᾶς πρὸς τὰ ἀντίπαλα μέρη. Μεταφορὰ πρὸς τὸ ἔδαφος ἑτέρας χώρας δὲν δύναται νὰ φέρῃ τὸ διακριτικὸν σῆμα εἰμὴ ἐφ' ὅσον ἡ ἀσυλία παρεχωρήθη ρητῶς.

2. Τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη θὰ λάβουν κατὰ τὸ μέτρον τοῦ δυνατοῦ τὰς ἀναγκαίας προφυλάξεις, ὥστε αἱ προβλεπόμεναι ὑπὸ τῆς (1) παραγράφου τοῦ παρόντος ἄρθρου μεταφοραί, αἱ φέρουσαι τὸ διακριτικὸν σῆμα νὰ προστατεύωνται ἔναντι ἐχθρικῶν πράξεων κατευθυνομένων ἐναντίον των.

Ἄρθρον 14.

Ἀσυλία ἀπὸ κατάσχεσιν, κατάληψιν καὶ σύλην.

1. Χαίρουν ἀσυλίας ἀπὸ κατάσχεσιν, κατάληψιν καὶ σύλην:

α) πολιτιστικὰ ἀγαθὰ τὰ ὁποῖα ἀπολαμβάνουν τὴν προστασίαν ἡ ὁποία προβλέπεται ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 12 ἢ ἐκείνης τοῦ ἄρθρου 13.

β) τὰ μέσα μεταφορᾶς τὰ ἀποκλειστικῶς ἀφιερωμένα εἰς τὴν μετακίνησιν τοιούτων πολιτιστικῶν ἀγαθῶν.

2. Οὐδὲν εἰς τὸ παρὸν ἄρθρον θὰ περιορίσῃ τὸ δικαίωμα ἐπισκέψεως καὶ ἐλέγχου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV
Προσωπικόν.

Ἄρθρον 15.

Προσωπικόν.

Τὸ προσωπικὸν τὸ ἀφιερωμένον εἰς τὴν προστασίαν τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν πρέπει, συμφώνως πρὸς τὰς ἀπαιτήσεις τῆς ἀσφαλείας, νὰ τυγχάνῃ σεβασμοῦ πρὸς τὸ συμφέρον τῶν ἐν λόγῳ ἀγαθῶν καὶ ἐὰν πέσῃ εἰς χεῖρας τοῦ ἀντιπάλου Μέρους, νὰ τοῦ ἐπιτραπῇ νὰ συνεχίσῃ τὰ καθήκοντά του ἐφ' ὅσον τὰ πολιτιστικὰ ἀγαθὰ διὰ τὰ ὁποῖα εἶναι ὑπεύθυνον ἔχουν ἐπίσης πέσει εἰς χεῖρας τοῦ ἀντιπάλου Μέρους.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V
Τὸ Διακριτικὸν Σῆμα.

Ἄρθρον 16.

Σῆμα τῆς Διασκέψεως.

1. Τὸ διακριτικὸν σῆμα τῆς Συμβάσεως συνίσταται ἐκ μιᾶς ἀσπίδος μυτερῆς πρὸς τὰ κάτω, ὅπως περιγράφεται κατωτέρω, φερούσης βαθὺ κυανοῦν καὶ λευκὸν χρῶμα (εἷς θυρεὸς ἀποτελούμενος ἐξ ἑνὸς τετραγώνου βαθέως κυανοῦ χρώματος τοῦ ὁποίου ἡ μία γωνία εἶναι τοποθετημένη εἰς τὴν μύτη τοῦ θυρεοῦ καὶ ἓν τρίγωνον βαθὺ κυανοῦν ὑπεράνω τοῦ τετραγώνου· τὰ δύο ἀνωτέρω καθορίζουν ἓν τρίγωνον λευκὸν εἰς ἑκάστην πλευράν).

2. Τὸ σῆμα χρησιμοποιεῖται εἴτε μόνον εἴτε ἐπαναλαμβανόμενον τρεῖς φορὰς εἰς τριγωνικὴν διάταξιν (ἡ μία ἀσπὶς πρὸς τὰ κάτω) ὑπὸ τοὺς ὅρους οἱ ὁποῖοι προβλέπονται εἰς τὸ ἄρθρον 17.

Ἄρθρον 17.

Χρῆσις τοῦ σήματος.

1. Τὸ διακριτικὸν σῆμα ἐπαναλαμβανόμενον τρεῖς φορὰς χρησιμοποιεῖται μόνον ὡς μέσον ἀναγνωρίσεως:

α) ἀκινήτων πολιτιστικῶν ἀγαθῶν ὑπὸ εἰδικὴν προστασίαν,

β) μεταφορᾶς πολιτιστικῶν ἀγαθῶν ὑπὸ τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τῶν ἄρθρων 12 καὶ 13 ὅρους,

γ) αὐτοσχεδίων καταφυγίων ὑπὸ τοὺς ὅρους οἱ ὁποῖοι προβλέπονται εἰς τὸν Ἐκτελεστικὸν Κανονισμόν.

2. Τὸ διακριτικὸν σῆμα χρησιμοποιεῖται μεμονωμένως ὡς μέσον ἀναγνωρίσεως:

α) πολιτιστικῶν ἀγαθῶν τὰ ὁποῖα δὲν εὑρίσκονται ὑπὸ εἰδικὴν προστασίαν.

β) τῶν ὑπευθύνων προσώπων διὰ τὴν διενέργειαν ἐλέγχου συμφώνως πρὸς τὸν ἐκτελεστικὸν Κανονισμὸν τῆς Συμβάσεως.

γ) τοῦ προσωπικοῦ τοῦ ἀφιερωμένου εἰς τὴν προστασίαν τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν.

δ) τῶν δελτίων ταυτότητος τὰ ὁποῖα προβλέπονται εἰς τὸν Ἐκτελεστικὸν Κανονισμόν.

3. Κατὰ τὴν διάρκειαν ἐνόπλου συρράξεως, ἡ χρῆσις τοῦ διακριτικοῦ σήματος εἰς οἱασδήποτε ἄλλας περιπτώσεις πλὴν ἐκείνων αἱ ὁποῖαι ἀναφέρονται εἰς τὰς προηγουμένας παραγράφους τοῦ παρόντος ἄρθρου καὶ ἡ χρῆσις δι' οἱονδήποτε σκοπὸν ἑνὸς σήματος παρομοίου πρὸς τὸ διακριτικὸν σῆμα, ἀπαγορεύεται.

4. Τὸ διακριτικὸν σῆμα δὲν δύναται νὰ τοποθετηθῇ ἐπὶ οἱουδήποτε ἀκινήτου πολιτιστικοῦ ἀγαθοῦ χωρὶς νὰ ἔχῃ συγχρόνως τοποθετηθῇ ἐπ' αὐτοῦ ἄδεια χρονολογημένη καὶ δεόντως ὑπογεγραμμένη ὑπὸ τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς τοῦ Ὑψηλοῦ συμβαλλομένου Μέρους.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VI
Πεδίον ἐφαρμογῆς τῆς συμβάσεως.

Ἄρθρον 18.

Ἐφαρμογὴ τῆς συμβάσεως.

1. Πλὴν τῶν διατάξεων αἱ ὁποῖαι ἰσχύουν ἐν καιρῷ εἰρήνης, ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἐφαρμοσθῇ εἰς περίπτωσιν κεκηρυγμένου πολέμου ἢ εἰς οἱανδήποτε ἄλλη ἔνοπλην σύρραξιν προκύπτουσαν μεταξὺ δύο ἢ περισσοτέρων ἐκ τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν, ἀκόμη καὶ ἐὰν ἡ κατάστασις πολέμου δὲν ἀναγνωρίζεται ὑπὸ ἑνὸς ἢ περισσοτέρων ἐξ αὐτῶν.

2. Ἡ Σύμβασις ἐπίσης θὰ ἐφαρμοσθῇ εἰς ὅλας τὰς περιπτώσεις μερικῆς ἢ ὁλικῆς καταλήψεως τοῦ ἐδάφους ἑνὸς Ὑψηλοῦ συμβαλλομένου Μέρους, ἀκόμη καὶ ἐὰν ἡ κατάληψις αὕτη οὐδεμίαν συναντᾷ ἔνοπλον ἀντίστασιν.

3. Ἐὰν μία ἐκ τῶν μετεχουσῶν τῆς συρράξεως δύναμις δὲν εἶναι Μέρος τῆς παρούσης Συμβάσεως, αἱ Δυνάμεις αἱ ὁποῖαι εἶναι Μέρη εἰς αὐτὴν θὰ παραμείνουν δεσμευόμεναι ὑπ' αὐτῆς εἰς τὰς μεταξύ των σχέσεις. Ἐπὶ πλέον θὰ δεσμεύωνται ὑπὸ τῆς Συμβάσεως ἐν σχέσει πρὸς τὴν ἐν λόγῳ Δύναμιν, ἐὰν ἡ τελευταία διακηρύξῃ ὅτι ἀποδέχεται τὰς διατάξεις καὶ ἐφ' ὅσον τὰς ἐφαρμόσει.

Ἄρθρον 19.

Συγκρούσεις μὴ διεθνοῦς χαρακτῆρος.

1. Εἰς περίπτωσιν ἐνόπλου συρράξεως μὴ διεθνοῦς χαρακτῆρος ἡ ὁποία λαμβάνει χώρα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑνὸς ἐκ τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν, ἕκαστον μέρος εἰς τὴν σύρραξιν δεσμεύεται νὰ ἐφαρμόσῃ, τοὐλάχιστον, τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως αἱ ὁποῖαι ἀφοροῦν εἰς τὸν σεβασμὸν τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν.

2. Τὰ ἐν συρράξει μέρη θὰ προσπαθήσουν νὰ θέσουν ἐν ἰσχύι χάρις εἰς εἰδικὰς συμφωνίας πάσας ἢ μέρος τῶν ἄλλων διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως.

3. Ὁ Ὀργανιμὸς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν δύναται νὰ προσφέρῃ τὰς ὑπηρεσίας του εἰς τὰ ἐν συρράξει μέρη.

4. Ἡ ἐφαρμογὴ τῶν προηγουμένων διατάξεων δὲν θὰ ἐπηρεάσῃ τὸ νομικὸν καθεστὼς τῶν ἐν συρράξει μερῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VII
Ἐκτέλεσις τῆς Συμβάσεως.

Ἄρθρον 20.
Ἐκτελεστικὸς Κανονισμός.

Ἡ διαδικασία διὰ τῆς ὁποίας ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἐφαρμοσθῇ καθορίζεται εἰς τὸν Ἐκτελεστικὸν Κανονισμὸν ὁ ὁποῖος ἀποτελεῖ ἀναπόσπαστον μέρος αὐτῆς.

Ἄρθρον 21.
Προστάτιδες δυνάμεις.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις καὶ ὁ Ἐκτελεστικὸς Κανονισμὸς ἐφαρμόζονται μὲ τὴν συνεργασίαν τῶν Προστατίδων Δυνάμεων τῶν ἐπιφορτισμένων διὰ τὴν διαφύλαξιν τῶν συμφερόντων τῶν ἐν συρράξει Μερῶν.

Ἄρθρον 22.
Διαδικασία συνδιαλλαγῆς.

1. Αἱ Προστάτιδες Δυνάμεις θὰ παράσχουν τὰς καλάς των ὑπηρεσίας εἰς ὅλας τὰ περιπτώσεις ὅπου κρίνουν τοῦτο χρήσιμον πρὸ τὸ συμφέρον τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν, ἰδίως ἐὰν ὑπάρχῃ διαφωνία μεταξὺ τῶν ἐν συρράξει μερῶν ὡς πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν ἢ ἑρμηνείαν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Κανονισμοῦ.

2. Πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτὸν ἑκάστη τῶν Προστατίδων Δυνάμεων δύναται κατόπιν προσκλήσεως ἑνὸς Μέρους, τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, διὰ τὴν Εκαπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν, νὰ προτείνῃ εἰς τὰ ἐν συρράξει μέρη συνάντησιν τῶν ἀντιπροσώπων των καὶ ἰδιαιτέρως τῶν ὑπευθύνων ἀρχῶν διὰ τὴν προστασίαν τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν, ἐνδεχομένως ἐπὶ οὐδετέρου ἐδάφους καταλλήλως ἐπιλεγομένου. Τὰ ἐν συρράξει Μέρη δεσμεύονται νὰ δώσουν συνέχειαν εἰς τὰς προτάσεις διὰ συνάντησιν αἱ ὁποῖαι τοὺς ἐγένοντο. Αἱ Προστάτιδες Δυνάμεις προτείνουν πρὸς ἔγκρισιν ὑπὸ τῶν ἐν συρράξει μερῶν πρόσωπον ἀνῆκον εἰς οὐδετέραν Δύναμιν ἢ προτεινόμενον ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν, τὸ ὁποῖον καλεῖται νὰ λάβῃ μέρος εἰς τὴν συνάντησιν ὑπὸ τὴν ἰδιότητα τοῦ προέδρου.

Ἄρθρον 23.
Βοήθεια τῆς UNESCO.

1. Τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη δύνανται νὰ ἐπικαλεσθοῦν τὴν τεχνικὴν συνδρομὴν τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν ἐκπαίδευσιν τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν, διὰ τὴν ὀργάνωσιν τῆς προστασίας τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν, ἢ ἐν σχέσει πρὸς οἱονδήποτε ἕτερον πρόβλημα τὸ ὁποῖον προκύπτει ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Κανονισμοῦ. Ὁ Ὀργανισμὸς παρέχει τοιαύτην βοήθειαν ἐντὸς τῶν ὁρίων τοῦ προγράμματος καὶ τῶν δυνατοτήτων του.

2. Ὁ Ὀργανισμὸς ἐξουσιοδοτεῖται νὰ προβαίνῃ μὲ ἰδίαν πρωτοβουλίαν ἐπὶ τοῦ θέματος αὐτοῦ εἰς προτάσεις πρὸς τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη.

Ἄρθρον 24.
Εἰδικαὶ συμφωνίαι.

1. Τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη δύνανται νὰ συνάπτουν εἰδικὰς συμφωνίας ἐπὶ παντὸς θέματος τὸ ὁποῖον θεωροῦν σκόπιμον νὰ ρυθμίσουν κεχωρισμένως.

2. Οὐδεμία εἰδικὴ συμφωνία δύναται νὰ συναφθῇ περιορίζουσα τὴν προστασίαν ἡ ὁποία παρέχεται ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως, εἰς πολιτιστικὰ ἀγαθὰ καὶ εἰς τὸ προσωπικὸ τὸ ἀφιερωμένον εἰς τὴν προστασίαν των.

Ἄρθρον 25.
Διάδοσις τῆς συμβάσεως.

Τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν ἐν καιρῷ εἰρήνης ὡς καὶ ἐν καιρῷ πολέμου, νὰ διαδώσουν τὸ κείμενο τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Κανονισμοῦ ὅσο τὸ δυνατὸν εὐρύτερον εἰς τὰς χώρας των ἀντιστοίχως. Ἀναλαμβάνουν ἰδιαιτέρως, νὰ περιλάβουν τὴν μελέτην τοῦ παρόντος εἰς τὰ προγράμματα τῆς στρατιωτικῆς ἐκπαιδεύσεως καὶ ἐὰν εἶναι δυνατὸν τῆς πολιτικῆς των ἐκπαιδεύσεως, οὕτως ὥστε αἱ ἀρχαὶ της νὰ καταστοῦν γνωσταὶ εἰς τὸ σύνολον τοῦ πληθυσμοῦ, ἰδίως εἰς τὰς ἐνόπλους δυνάμεις καὶ τὸ προσωπικὸν τὸ ἀφιερωμένον εἰς τὴν προστασίαν τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν.

Ἄρθρον 26.
Μεταφράσεις, ἐκθέσεις.

1. Τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη κοινοποιοῦν τὸ ἓν πρὸς τὸ ἄλλο, μέσῳ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμη καὶ τὴν Μόρφωσιν, τὰς ἐπισήμους μεταφράσεις τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Κανονισμοῦ.

2. Ἐξ ἄλλου, τοὐλάχιστον ἅπαξ ἀνὰ τέσσαρα ἔτη, θὰ ἀπευθύνουν εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντήν, μίαν ἔκθεσιν παρέχουσα τὰς πληροφορίας τὰς ὁποίας θεωροῦν σκοπίμους, ἐπὶ τῶν μέτρων τὰ ὁποῖα πρόκειται νὰ ληφθοῦν ἢ ἐξετάζονται ὑπὸ τῶν ἀντιστοίχων των διοικήσεων (ὑπηρεσιῶν) εἰς ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Κανονισμοῦ.

Ἄρθρον 27.
Συναντήσεις.

1. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τοῦ Ὀργασνισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν δύναται τῇ ἐγκρίσει τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου νὰ συγκαλέσῃ συναντήσεις ἀντιπροσώπων τῶν Ὑψηλὰ συμβαλλομένων Μερῶν. Ὑποχρεοῦται νὰ συγκαλέσῃ τοιαύτην σύνοδον ἐὰν τοὐλάχιστον τὸ ἓν πέμπτον τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν τὸ ζητήσῃ.

2. Ἐπιφυλασσομένων οἱωνδήποτε ἄλλων λειτουργημάτων τὰ ὁποῖα ἀνετέθησαν εἰς αὐτὴν ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ ὑπὸ τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Κανονισμοῦ, ἁρμοδιότης τῆς συνόδου εἶναι νὰ μελετᾷ τὰ σχετικῶς πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως καὶ τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Κανονισμοῦ προβλήματα καὶ νὰ διατυπώνῃ προτάσεις ἐπ' αὐτῶν.

3. Ἡ συνάντησις δύναται ἐπὶ πλέον νὰ προβῇ εἰς ἀναθεώρησιν τῆς Συμβάσεως ἢ τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Κανονισμοῦ ἐὰν ἡ πλειοψηφία τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἀντιπροσωπεύεται εἰς αὐτὴν συμφώνως πρὸς τὰ προβλεπόμενα ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 39.

Ἄρθρον 28.
Κυρώσεις.

Τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν νὰ λάβουν ἐν τῷ πλαισίῳ τοῦ συστήματός των τοῦ ποινικοῦ δικαίου ὅλα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα ὥστε νὰ προσαγάγουν καὶ νὰ ἐπιβάλουν ποινικὰς ἢ πειθαρχικὰς κυρώσεις ἐπὶ τῶν προσώπων ἐκείνων οἱασδήποτε ἐθνικότητος, τὰ ὁποῖα διαπράττουν ἢ δίδουν ἐντολὴν νὰ διαπραχθῇ παραβίασις τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Τελικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 29.
Γλῶσσαι.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις συντάσσεται εἰς τὴν ἀγγλικήν, γαλλικήν, ρωσικὴν καὶ ἱσπανικήν, τῶν τεσσάρων κειμένων ὄντων ἐξ ἴσου ἰσχυρῶν.

2. Ὁ Ὀργανισμὸς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρωσιν θὰ προβῇ εἰς μετάφρασιν τῆς Συμβάσεως εἰς τὰς ἄλλας ἐπισήμους γλώσσας τῆς Γενικῆς Διασκέψεως.

Ἄρθρον 30.

Ὑπογραφή.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ φέρη τὴν ἡμερομηνίαν τῆς 14ης Μαΐου 1954 καὶ ἕως τὴν 31ην Δεκεμβρίου 1954, θὰ παραμείνη ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφὴν ὑφ' ὅλων τῶν Κρατῶν τὰ ὁποῖα προσεκλήθησαν εἰς τὴν Διάσκεψιν ἡ ὁποία συνεκλήθη ἐν Χάγῃ ἀπὸ τῆς 21ης Ἀπριλίου 1954, μέχρι τῆς 14ης Μαΐου 1954.

Ἄρθρον 31.

Ἐπικύρωσις.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ὑποβληθῇ πρὸς ἐπικύρωσιν ὑπὸ τῶν ὑπογραψάντων Κρατῶν συμφώνως πρὸς τὰς ἀντιστοίχους των Συνταγματικὰς διαδικασίας.

2. Τὰ ὄργανα τῆς ἐπικυρώσεως θὰ κατατεθοῦν παρὰ τῷ Γενικῷ Διευθυντῇ τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν.

Ἄρθρον 32.

Ἀποδοχή.

Ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἰσχύος της ἡ παροῦσα Σύμβασις εἶναι ἀνοικτὴ διὰ προσχώρησιν ὑφ' ὅλων τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ ἄρθρον 30 Κρατῶν τὰ ὁποῖα δὲν τὴν ὑπέγραψαν ὡς ἐπίσης καὶ ὑπὸ οἱουδήποτε ἄλλου Κράτους προσκληθέντος ὅπως προσχωρήσῃ ὑπὸ τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν. Ἡ προσχώρησις θὰ γίνῃ διὰ τῆς καταθέσεως τοῦ ὀργάνου προσχωρήσεως παρὰ τῷ Γενικῷ Διευθυντῇ τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμη καὶ τὴν Μόρφωσιν.

Ἄρθρον 33.

Ἔναρξις ἰσχύος.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν κατάθεσιν πέντε ὀργάνων ἐπικυρώσεως.

2. Ἀργότερον θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι, δι' ἕκαστον Ὑψηλὸν συμβαλλόμενον Μέρος, τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως.

3. Οἱ καταστάσεις εἰς τὰ ὁποίας ἀναφέρονται τὰ ἄρθρα 18 καὶ 19 θὰ προσδώσουν ἄμεσον ἰσχὺν εἰς ἐπικυρώσεις ἢ προσχωρήσεις κατατεθείσας ὑπὸ τῶν ἐν συρράξει μερῶν εἴτε πρό, εἴτε μετὰ τὴν ἔναρξιν τῶν ἐχθροπραξιῶν ἢ τῆς καταλήψεως. Εἰς τὰς περιπτώσεις ταύτας ὁ Γεικὸς Διευθυντὴς τοῦ Ἐκπαιδευτκοῦ Ὀργανισμοῦ διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν θὰ διαβιβάσῃ τὰς ἀναφερομένας εἰς τὸ ἄρθρον 38 κοινοποιήσεις διὰ τοῦ ταχυτέρου τρόπου.

Ἄρθρον 34.

Ἀποτελεσματικὴ ἐφαρμογή.

1. Ἕκαστον Κράτος Μέρος εἰς τὴν Σύμβασιν κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως ἰσχύος της καὶ ἐντὸς περιόδου ἓξ μηνῶν θὰ λάβῃ ἅπαντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν ἀποτελεσματικήν της ἐφαρμογήν.

2. Ἡ περίοδος αὕτη θὰ εἶναι ἓξ μῆνες ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως δι' οἱονδήποτε Κράτος τὸ ὁποῖον καταθέτει τὸ ὄργανον ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς Συμβάσεως.

Ἄρθρον 35.

Ἐδαφικὴ ἐπέκτασις τῆς Συμβάσεως.

Οἱονδήποτε Ὑψηλὸν συμβαλλόμενον Μέρος δύναται κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ἐπικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς ἢ οἱανδήποτε στιγμὴν μετ' αὐτὴν νὰ διακηρύξῃ δι' ἐγγράφου δηλώσεως ἀπευθυνομένης εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν, ὅτι ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἐπεκταθῇ εἰς ὅλα ἢ εἰς οἱονδήποτε ἐκ τῶν ἐδαφῶν, διὰ τῶν ὁποίων τὰς διεθνεῖς σχέσεις εἶναι ὑπεύθυνον. Ἡ ἐν λόγῳ ἔγγραφος δήλωσις θὰ λάβῃ ἰσχὺν τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν παραλαβῆς της.

Ἄρθρον 36.

Σχέσις πρὸς προηγουμένας συμβάσεις.

1. Εἰς τὰς σχέσεις μεταξὺ Δυνάμεων αἱ ὁποῖαι δεσμεύονται ὑπὸ τῶν Συμβάσεων τῆς Χάγης τῶν ἀφορωσῶν εἰς τοὺς νόμους καὶ τὰ ἔθιμα τοῦ κατὰ ξηρὰν πολέμου (IV) καὶ εἰς τὸν ναυτικὸν βομβαρδισμὸν ἐν καιρῷ πολέμου (IX), εἴτε πρόκειται δι' ἐκείνας τῆς 29ης Ἰουλίου 1899, εἴτε δι' ἐκείνας τῆς 18ης Ὀκτωβρίου 1907 καὶ αἱ ὁποῖαι εἶναι Μέρη εἰς τὴν παροῦσα Σύμβασιν, ἡ τελευταία αὕτη Σύμβασις θὰ εἶναι συμπληρωματικὴ εἰς τὴν προρρηθεῖσαν Σύμβασιν (IX) καὶ εἰς τοὺς προσηρτημένους εἰς τὴν προρρηθεῖσαν (IV) Κανονισμοὺς καὶ θὰ ἀντικαταστήσῃ τὸ σῆμα τὸ περιγραφὲν εἰς τὸ ἄρθρον 5 τῆς προρρηθείσης Συμβάσεως (IX) μὲ τὸ σῆμα τὸ περιγραφὲν εἰς τὸ ἄρθρον 16 τῆς παρούσης Συμβάσεως, εἰς τὰς περιπτώσεις διὰ τὰς ὁποίας ἡ παροῦσα Σύμβασις καὶ ὁ Ἐκτελεστικὸς Κανονισμὸς προβλέπουν τὴν χρῆσιν τοῦ ἐν λόγῳ διακριτικοῦ σήματος.

2. Εἰς τὰς σχέσεις μεταξὺ Δυνάμεων δεσμευομένων ὑπὸ τοῦ Συμφώνου τῆς Οὐάσιγκτων τῆς 15ης Ἀπριλίου 1935 διὰ τὴν προστασίαν τῶν Καλλιτεχνικῶν καὶ Ἐπιστημονικῶν Ἱδρυμάτων καὶ τῶν Ἱστορικῶν Μνημείων (Σύμφωνον ROERICH) καὶ αἱ ὁποῖαι εἶναι Μέρη εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, ἡ τελευταία αὕτη θὰ συμπληρώσῃ τὸ Σύμφωνον ROERICH καὶ θὰ ἀντικαταστήσῃ τὴν διακριτικὴν σημαίαν τὴν ὁριζομένην εἰς τὸ ἄρθρον III τοῦ Συμφώνου διὰ τοῦ ὁριζομένου εἰς τὸ ἄρθρον 16 τῆς παρούσης Συμβάσεως σήματος, διὰ τὰς περιπτώσεις διὰ τὰς ὁποίας αὕτη καὶ ὁ Ἐκτελεστικὸς Κανονισμὸς προβλέπουν τὴν χρῆσιν τοῦ ἐν λόγῳ διακριτικοῦ σήματος.

Ἄρθρον 37.

Καταγγελία.

1. Ἕκαστον Ὑψηλὸν συμβαλλόμενον Μέρος δύναται νὰ καταγγείλῃ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἐξ ὀνόματός του, ἢ ἐξ ὀνόματος οἱουδήποτε ἐδάφους διὰ τὰς διεθνεῖς σχέσεις τοῦ ὁποίου εἶναι ὑπεύθυνον.

2. Ἡ καταγγελία θὰ κοινοποιηθῇ ἐγγράφως δι' ὀργάνου κατατιθεμένου παρὰ τῷ Γενικῷ Διευθυντῇ τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν.

3. Ἡ καταγγελία θὰ ἰσχύσῃ ἓν ἔτος μετὰ τὴν παραλαβὴ τοῦ ὀργάνου καταγγελίας. Παρὰ τοῦτα, ἐὰν κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ἐκπνοῆς αὐτῆς τῆς περιόδου, τὸ καταγγέλον Μέρος εὑρίσκεται εἰς κατάστασιν ἐνόπλου συρράξεως, ἡ καταγγελία θὰ ἰσχύσῃ μετὰ τὸ τέλος τῶν ἐχθροπραξιῶν, ἢ ἕως ὅτου συμπληρωθοῦν αἱ ἐπιχειρήσεις τοῦ ἐπαναπατρισμοῦ τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν.

Ἄρθρον 38.

Κοινοποιήσεις.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν θὰ πληροφορήσῃ τὰ Κράτη εἰς τὰ ὁποῖα ἀναφέρονται τὰ ἄρθρα 30 καὶ 32, ὡς ἐπίσης καὶ τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη περὶ τῆς καταθέσεως ὅλων τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως, προσχωρήσεως ἢ ἀποδοχῆς τῶν προβλεπομένων εἰς τὰ ἄρθρα 31, 32 καὶ 39 καὶ τῶν κοινοποιήσεων καὶ καταγγελιῶν τῶν προβλεπομένων εἰς τὰ ἄρθρα 35, 37 καὶ 39.

Ἄρθρον 39.

Ἀναθεώρησις τῆς Συμβάσεως καὶ τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Κανονισμοῦ.

1. Οἱονδήποτε Ὑψηλὸν συμβαλλόμενον Μέρος δύναται νὰ προτείνῃ τροπολογίας εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἢ εἰς τὸν

Ἐκτελεστικὸν Κανονισμόν. Τὸ κείμενον τῆς προτεινομένης τροπολογίας γνωστοποιεῖται εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν, ὁ ὁποῖος θὰ τὸ μεταβιβάσῃ εἰς ἕκαστον Ὑψηλὸν συμβαλλόμενον Μέρος μὲ τὴν αἴτησιν ὅπως τοῦτο ἀπαντήσῃ ἐντὸς τεσσάρων μηνῶν ἐάν:

α) ἐπιθυμῇ ὅπως συγκληθῇ Διάσκεψις διὰ νὰ μελετηθῇ ἡ προτεινομένη τροπολογία

β) εὐνοῇ τὴν ἀποδοχὴν τῆς προτεινομένης τροπολογίας ἄνευ Διασκέψεως ἢ

γ) εὐνοῇ τὴν ἀπόρριψιν τῆς προτεινομένης τροπολογίας ἄνευ Διασκέψεως.

2. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς θὰ μεταφέρῃ τὰς ἀπαντήσεις αἱ ὁποῖαι ἐλήφθησαν κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, εἰς ὅλα τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη.

3. Ἐὰν ὅλα τὰ Ὑψηλὰ σμυβαλλόμενα Μέρη τὰ ὁποῖα ἐντὸς τοῦ προκαθορισθέντος χρονικοῦ ὁρίου ἐγνωστοποίησαν τὰς ἀπόψεις των εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν καὶ συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 1 (β) τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὸν πληροφοροῦν ὅτι εὐνοοῦν ἀποδοχὴν τῆς τροπολογίας ἄνευ Διασκέψεως, κοινοποίησις τῆς ἀποφάσεώς των θὰ γίνῃ ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 38. Ἡ τροπολογία θὰ καταστῇ ἰσχυρὰ δι' ὅλα τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη μετὰ τὴν πάροδον ἐνενήντα ἡμερῶν (κατὰ τὴν ἐκπνοὴν ἐνενήντα ἡμερῶν) ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς τοιαύτης κοινοποιήσεως.

4. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς συγκαλεῖ Διάσκεψιν τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν διὰ νὰ μελετηθῇ ἡ προτεινομένη τροπολογία ἐὰν τοῦ αἰτηθῇ νὰ πράξῃ οὕτως ὑπὸ περισσοτέρων τοῦ ἑνὸς τρίτου τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν.

5. Τροπολογίαι εἰς τὴν Σύμβασιν ἢ εἰς τὸν Ἐκτελεστικὸν Κανονισμὸν αἱ ὁποῖαι ὑπέστησαν τὴν προβλεπομένη ὑπὸ τῆς προηγουμένης παραγράφου διαδικασίαν, θὰ ἰσχύσουν μόνον ἀφοῦ ἔχουν ὁμοφώνως υἱοθετηθῇ ὑπὸ τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν τῶν ἀντιπροσωπευομένων εἰς τὴν Διάσκεψιν καὶ ἔχουν γίνει ἀποδεκταὶ ὑπὸ ἑκάστου τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν.

6. Ἀποδοχὴ ὑπὸ τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν τῶν τροπολογιῶν εἰς τὴν Σύμβασιν ἢ τὸν Ἐκτελεστικὸν Κανονισμόν, αἱ ὁποῖαι υἱοθετήθησαν ὑπὸ τῆς Διασκέψεως καὶ τῶν ὁποίων ἔγινε μνεία εἰς τὰς παραγράφους 4 καὶ 5, θὰ πραγματοποιηθῇ διὰ τῆς καταθέσεως ἑνὸς ἐπισήμου ὀργάνου παρὰ τῷ Γενικῷ Διευθυντῇ τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν.

7. Μετὰ τὴν ἔναρξιν ἰσχύος τῶν τροπολογιῶν εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἢ εἰς τὸν Ἐκτελεστικὸν Κανονισμὸν θὰ παραμένῃ ἀνοικτὸν πρὸς ἐπικύρωσιν ἢ προσχώρησιν μόνον τὸ τροποποιημένον κείμενον τῆς Συμβάσεως ἢ τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Κανονισμοῦ.

Ἄρθρον 40.

Πρωτοκόλλησις.

Συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 102 τοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ πρωτοκολληθῇ εἰς τὴν Γραμματείαν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω οἱ ὑπογεγραμμένοι προσηκόντως ἐξουσιοδοτημένοι, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἐγένετο ἐν Χάγῃ, τὴν 14ην Μαΐου 1954 εἰς ἓν μοναδικὸν ἀντίτυπον τὸ ὁποῖον κατετέθη εἰς τὰ ἀρχεῖα τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν καὶ πιστοποιημένα ἀκριβῆ ἀντίγραφα θὰ διατεθοῦν εἰς ὅλα τὰ Κράτη τὰ ὁποῖα ἀναφέρονται εἰς τὰ ἄρθρα 30 καὶ 32 ὡς ἐπίσης καὶ εἰς τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη.

Ἐκτελεστικὸς κανονισμὸς τῆς συμβάσεως διὰ τὴν προστασίαν τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν εἰς περίπτωσιν ἐνόπλου συρράξεως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΠΡΩΤΟΝ

Ἔλεγχος.

Ἄρθρον 1.

Διεθνὴς κατάλογος προσωπικοτήτων.

Ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς Συμβάσεως ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν συντάσσει διεθνῆ κατάλογον ὁ ὁποῖος ἀποτελεῖται ἐκ προσωπικοτήτων ἐξουσιοδοτημένων ὑπὸ τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν ὡς ἁρμοδίων διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἔργων τοῦ Γενικοῦ Ἐπιτρόπου πολιτιστικῶν ἀγαθῶν. Αὐτὸς ὁ κατάλογος θὰ ἀναθεωρεῖται περιοδικῶς τῇ πρωτοβουλίᾳ τοῦ Γενικοῦ διευθυντοῦ τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν κατόπιν αἰτήσεων ὑποβαλλομένων ὑπὸ τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 2.

Ὀργάνωσις ἐλέγχου.

Ἀπὸ τὴν στιγμὴν κατὰ τὴν ὁποίαν ἓν Ὑψηλὸν συμβαλλόμενον Μέρος μετέχει εἰς ἔνοπλον σύρραξιν εἰς τὴν ὁποίαν ἐφαρμόζεται τὸ ἄρθρον 18 τῆς Συμβάσεως:

α) Ὁρίζει ἕνα ἀντιπρόσωπον διὰ τὰ κείμενα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του πολιτιστικὰ ἀγαθά· ἐὰν κατέλαβε ξένον ἔδαφος, θὰ πρέπει νὰ διορίσῃ εἰδικὸν ἀντιπρόσωπον διὰ τὰ πολιτιστικὰ ἀγαθὰ τὰ ὁποῖα εὑρίσκονται εἰς τὸ ἐν λόγῳ κατεχόμενον ἔδαφος.

β) Ἡ προστάτις δύναμις ἑκάστου ἀντιπάλου Μέρους ὁρίζει ἀντιπροσώπους πλησίον τοῦ ἐν λόγῳ Ὑψηλοῦ συμβαλλομένου Μέρους συμφώνως πρὸς τὸ ἀκολουθοῦν ἄρθρον 3.

γ) Διορίζεται, παρὰ τῷ Ὑψηλῷ συμβαλλομένῳ Μέρει Γενικὸς Ἐπίτροπος διὰ τὰ πολιτιστικὰ ἀγαθά, συμφώνως πρὸς τὸ ἀκολουθοῦν ἄρθρον 4.

Ἄρθρον 3.

Ὑπόδειξις ἀντιπροσώπων τῶν προστάτιδων δυνάμεων.

Ἡ Προστάτις δύναμις ὑποδεικνύει τοὺς ἀντιπροσώπους της μεταξὺ τῶν μελῶν τοῦ διπλωματικοῦ της προσωπικοῦ ἢ τοῦ προξενικοῦ, ἢ μὲ τὴν συμφωνίαν τοῦ Μέρους πλησίον τοῦ ὁποίου θὰ ἀσκηθῇ ἡ ἀποστολή της, μεταξὺ ἄλλων προσώπων.

Ἄρθρον 4.

Ὑπόδειξις γενικοῦ ἐπιτρόπου.

1. Ὁ γενικὸς Ἐπίτροπος πολιτιστικῶν ἀγαθῶν ἐκλέγεται διὰ κοινῆς συμφωνίας ἀπὸ τὸν διεθνῆ κατάλογον προσωπικοτήτων, ὑπὸ τοῦ Μέρους πλησίον τοῦ ὁποίου θὰ ἀσκήσῃ τὸ ἔργον του καὶ ὑπὸ τῶν προστατίδων δυνάμεων τῶν ἀντιπάλων Μερῶν.

2. Ἐὰν τὰ Μέρη δὲν συμφωνήσουν ἐντὸς τριῶν ἑβδομάδων ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῶν διαπραγματεύσεων ἐπ' αὐτοῦ τοῦ σημείου ταῦτα αἰτῶνται ἀπὸ τὸν Πρόεδρον τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου νὰ ὑποδείξῃ τὸν γενικὸν Ἐπίτροπον, ὁ ὁποῖος δὲν θὰ ἀναλάβῃ ὑπηρεσίαν πρὶν ἐπιτύχῃ τὴν συγκατάθεσιν τοῦ Μέρους παρὰ τῷ ὁποίῳ θὰ ἀσκήσῃ τὴν ἀποστολήν του.

Ἄρθρον 5.

Ἁρμοδιότητες ἀντιπροσώπων.

Οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν προστατίδων δυνάμεων διαπιστώνουν τὰς παραβιάσεις τῆς Συμβάσεως, διενεργοῦν ἀνακρίσεις μὲ τὴν συγκατάθεσιν τοῦ Μέρους πλησίον τοῦ ὁποίου ἀσκοῦν τὸ ἔργον των, ἐπὶ τῶν περιστατικῶν τὰ ὁποῖα προξένησαν τὰς

παραβιάσεις, πραγματοποιοῦν διαβήματα διὰ τὴν κατάπαυσιν αὐτῶν καὶ εἰς περίπτωσιν ἀνάγκης τὰς γνωστοποιοῦν εἰς τὸν γενικὸν Ἐπίτροπον. Τὸν τηροῦν ἐνήμερον διὰ τὰς δραστηριότητάς των.

Ἄρθρον 6.

Ἁρμοδιότητες τοῦ γενικοῦ ἐπιτρόπου.

1. Ὁ γενικὸς Ἐπίτροπος πολιτιστικῶν ἀγαθῶν ἐπιλαμβάνεται μαζὶ μὲ τὸν ἀντιπρόσωπον τοῦ Μέρους πλησίον τοῦ ὁποίου ἀσκεῖ τὸ ἔργον του καὶ μαζὶ μὲ τοὺς ἐνδιαφερομένους ἀντιπροσώπους, τῶν θεμάτων τὰ ὁποῖα τοῦ παραπέμπονται ἐν σχέσει πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως.

2. Ἔχει τὸ δικαίωμα τοῦ ἀποφασίζειν καὶ διορίζειν εἰς τὰς περιπτώσεις τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ.

3. Μὲ τὴν συγκατάθεσιν τοῦ Μέρους πλησίον τοῦ ὁποίου οὗτος ἀσκεῖ τὸ ἔργον του, ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ διατάξῃ ἀνάκρισιν ἢ νὰ τὴν διευθύνῃ ὁ ἴδιος.

4. προβαίνει πλησίον τῶν ἐν συρράξει Μερῶν ἢ τῶν Προστατίδων δυνάμεων αὐτῶν εἰς πᾶν διάβημα τὸ ὁποῖον θεωρεῖ χρήσιμον διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως.

5. Καταρτίζει τὰς ἀπαραιτήτους ἀναφορὰς ἐπὶ τῆς τηρήσεως τῆς Συμβάσεως καὶ τὰς κοινοποιεῖ εἰς τὰ ἐνδιαφερόμενα Μέρη καὶ τὰς προστάτιδας δυνάμεις. Ἀποστέλλει ἀντίγραφα εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν, ὁ ὁποῖος θὰ μπορεῖ νὰ κάμνῃ χρῆσιν μόνον τῶν τεχνικῶν στοιχείων.

6. Ὅταν δὲν ὑπάρχει προστάτις δύναμις, ὁ γενικὸς Ἐπίτροπος ἀσκεῖ τὰς ἁρμοδιότητας τῆς προστάτιδος δυνάμεως ὅπως ὁρίζεται εἰς τὰ ἄρθρα 21 καὶ 22 τῆς Συμβάσεως.

Ἄρθρον 7.

Ἐπιθεωρηταὶ καὶ ἐμπειρογνώμονες.

1. Ὁσάκις ὁ γενικὸς Ἐπίτροπος πολιτιστικῶν ἀγαθῶν κατόπιν αἰτήσεως ἢ συνεννοήσεως τῶν ἐνδιαφερομένων ἀντιπροσώπων τὸ θεωρεῖ ἀναγκαῖον, προτείνει πρὸς ἔγκρισιν τοῦ Μέρους παρὰ τῷ ὁποίῳ ἀσκεῖ τὸ ἔργον του, ἓν πρόσωπον μὲ τὴν ἰδιότητα τοῦ ἐπιθεωρητοῦ πολιτιστικῶν ἀγαθῶν ἐπιφορτισμένον μὲ ὡρισμένην ἀποστολήν. Ὁ ἐπιθεωρητὴς εἶναι ὑπεύθυνος μόνον ἔναντι τοῦ γενικοῦ Ἐπιτρόπου.

2. Ὁ γενικὸς Ἐπίτροπος, οἱ ἀντιπρόσωποι καὶ οἱ ἐπιθεωρηταὶ δύνανται νὰ προστρέξουν εἰς τὰς ὑπηρεσίας ἐμπειρογνωμόνων οἱ ὁποῖοι ὡσαύτως θὰ προτείνωνται πρὸς ἔγκρισιν ὑπὸ τοῦ ἀναφερομένου εἰς τὴν παροῦσαν παράγραφον Μέρους.

Ἄρθρον 8.

Ἄσκησις τοῦ ἔργου τοῦ ἐλέγχου.

Οἱ γενικοὶ Ἐπίτροποι πολιτιστικῶν ἀγαθῶν, οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν προστατίδων δυνάμεων, οἱ ἐπιθεωρηταὶ καὶ οἱ ἐμπειρογνώμονες, εἰς οὐδεμίαν περίπτωσιν δύνανται νὰ ὑπερβοῦν τὰ ὅρια τῆς ἀποστολῆς των. Θὰ πρέπει ἰδιαιτέρως νὰ λάβουν ὑπ' ὄψιν τὰς ἀνάγκας ἀσφαλείας τοῦ Ὑψηλοῦ συμβαλλομένου Μέρους πλησίον τοῦ ὁποίου οὗτοι ἀσκοῦν τὸ ἔργον των καὶ νὰ δίδουν προσοχὴν εἰς ὅλας τὰ περιστάσεις εἰς τὰς ἀνάγκας τῆς στρατιωτικῆς καταστάσεως τὰς ὁποίας θὰ ἔχῃ κάνη γνωστὰς εἰς αὐτοὺς τὸ ἐν λόγῳ Ὑψηλὸν συμβαλλόμενον Μέρος.

Ἄρθρον 9.

Ἀντικατάστασις προστάτιδων δυνάμεων.

Ἐὰν τὸ ἐν συρράξει Μέρος δὲν ὠφελεῖται ἢ δὲν ὠφελεῖται πλέον, ἀπὸ τὴν δραστηριότητα τῆς προστάτιδος δυνάμεως, ἓν οὐδέτερον Κράτος δύναται νὰ παρακληθῇ νὰ ἀναλάβῃ τὸ λειτούργημα τῆς προστάτιδος δυνάμεως, ὑποδεικνυόμενον ὑπὸ τοῦ γενικοῦ Ἐπιτρόπου πολιτιστικῶν ἀγαθῶν κατὰ τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 4 ἀνωτέρω διαδικασίαν. Ὁ γενικὸς Ἐπίτροπος τοιουτοτρόπως ὑποδεδειγμένος ἐμπιστεύεται ἐνδεχομένως εἰς τοὺς ἐπιθεωρητὰς τὸ ἔργον τῶν ἀντιπροσώπων τῶν προστατίδων δυνάμεων ὡς ὁρίζεται ὑπὸ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ.

Ἄρθρον 10.

Δαπάναι.

Ἡ ἀμοιβὴ καὶ τὰ ἔξοδα τοῦ γενικοῦ Ἐπιτρόπου πολιτιστικῶν ἀγαθῶν, τῶν ἐπιθεωρητῶν καὶ τῶν ἐμπειρογνωμόνων, ἐπιβαρύνουν τὸ Μέρος παρὰ τῷ ὁποίῳ ἀσκοῦν τὸ ἔργον των. Ἡ ἀμοιβὴ καὶ τὰ ἔξοδα τῶν ἀντιπροσώπων τῶν προστατίδων δυνάμεων θὰ ἀποτελέσουν ἀντικείμενον συνεννοήσεως μεταξὺ ἐκείνων καὶ τῶν Κρατῶν τῶν ὁποίων διαφυλάσσουν τὰ συμφέροντα.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙ

Περὶ τῆς εἰδικῆς προστασίας.

Ἄρθρον 11.

Πρόχειρα καταφύγια.

1. Ἐὰν ἓν Ὑψηλὸν συμβαλλόμενον Μέρος, κατὰ τὴν διάρκειαν ἐνόπλου συρράξεως, ἔχει ὁδηγηθῆ ἀπὸ ἀπροβλέπτους περιστάσεις εἰς τὴν δημιουργίαν προχείρου καταφυγίου καὶ ἐὰν ἐπιθυμῇ νὰ τεθῇ τοῦτο ὑπὸ εἰδικὴν προστασίαν, τὸ κοινοποιεῖ ἀμέσως εἰς τὸν γενικὸν Ἐπίτροπον ὁ ὁποῖος ἀσκεῖ παρ' αὐτῷ τὸ ἔργον του.

2. Ἐὰν ὁ γενικὸς Ἐπίτροπος θεωρῇ ὅτι αἱ περιστάσεις καὶ ἡ σημασία τῶν φυλασσομένων εἰς τὸ πρόχειρον καταφύγιον πολιτιστικῶν ἀγαθῶν δικαιολογοῦν τοιαύτην ἐνέργειαν, δύναται νὰ ἐξουσιοδοτήσῃ τὸ Ὑψηλὸν συμβαλλόμενον Μέρος νὰ θέσῃ ἐπ' αὐτοῦ τοῦ καταφυγίου τὸ ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 21 ὁριζόμενον διακριτικὸν σῆμα. Κοινοποιεῖ τὴν ἀπόφασίν του εἰς τοὺς ἐνδιαφερομένους ἐκπροσώπους τῶν Προστατίδων Δυνάμεων, ἕκαστος τῶν ὁποίων δύναται, ἐντὸς προθεσμίας 30 ἡμερῶν, νὰ διατάξῃ νὰ ἀποσυρθῇ τὸ σῆμα ἀμέσως.

3. Ἀπὸ τῆς στιγμῆς κατὰ τὴν ὁποίαν οἱ ἐν λόγῳ ἐκπρόσωποι ἐγνωστοποίησαν τὴν ἔγκρισίν των ἢ ἐὰν παρῆλθεν ἄνευ ἐνστάσεως ὑπὸ τῶν ἐνδιαφερομένων ἐκπροσώπων ἡ προθεσμία τῶν 30 ἡμερῶν καὶ ἐφ' ὅσον τὸ προσωρινὸν καταφύγιον πληροῖ, κατὰ τὴν γνώμην τοῦ Γενικοῦ Ἐπιτρόπου τοὺς ἐν ἄρθρῳ 8 προβλεπομένους ὅρους ὁ Γενικὸς Ἐπίτροπος ζητεῖ ἀπὸ τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν τὴν ἐγγραφὴν τοῦ καταφυγίου εἰς τὸ Μητρῶον τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν ὑπὸ εἰδικὴν προστασίαν.

Ἄρθρον 12.

Διεθνὲς Μητρῶον Πολιτιστικῶν Ἀγαθῶν ὑπὸ Εἰδικὴν Προστασίαν.

1. Δημιουργεῖται «Διεθνὲς Μητρῶον πολιτιστικῶν ἀγαθῶν ὑπὸ εἰδικὴν προστασίαν».

2. Ὁ γενικὸς Διευθυντὴς τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν, φυλάττει τὸ ἐν λόγῳ Μητρῶον. Ἀποστέλλει ἀντίγραφα εἰς τὸν γενικὸν Γραμματέα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ εἰς τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη.

3. Τὸ Μητρῶον διαιρεῖται εἰς κεφάλαια, ἕκαστον τῶν ὁποίων φέρει τὸ ὄνομα ἑνὸς ἐκ τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν. Ἕκαστον κεφάλαιον εἶναι διῃρημένον εἰς τρεῖς παραγράφους τιτλοφορουμένας ἀντιστοίχως: καταφύγια, «κέντρα περιέχοντα μνημεῖα», ἄλλα ἀκίνητα πολιτιστικὰ ἀγαθά. Ὁ γενικὸς Διευθυντὴς ὁρίζει λεπταμερῶς τὰ περιεχόμενα ἑκάστου κεφαλαίου.

Ἄρθρον 13.

Αἰτήσεις ἐγγραφῆς.

1. Ἕκαστον Ὑψηλὸν συμβαλλόμενον Μέρος δύναται νὰ ζητήσῃ παρὰ τῷ γενικῷ Διευθυντῇ τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνω-

μένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν, τὴν ἐγγραφὴν εἰς τὸ πρωτόκολλον, ὡρισμένων καταφυγίων, «κέντρων περιεχόντων μνημεῖα» ἢ ἄλλων ἀκινήτων πολιτιστικῶν ἀγαθῶν, εὑρισκομένων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του. Εἰς τὰς αἰτήσεις παρέχονται ἐνδείξεις διὰ τὴν τοποθεσίαν τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν καὶ βεβαιώνεται ὅτι ταῦτα πληροῦν τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 8 τῆς Συμβάσεως ὅρους.

2. Εἰς περίπτωσιν καταλήψεως, ἡ καταλαβοῦσα Δύναμις ἔχει τὴν δυνατότητα νὰ ὑποβάλῃ αἰτήσεις ἐγγραφῆς.

3. Ὁ γενικὸς Διευθυντὴς τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν ἀποστέλλει ἄνευ καθυστερήσεως ἀντίγραφον τῶν αἰτήσεων ἐγγραφῆς εἰς ἕκαστον ἐκ τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 14.

Ἔνστασις.

1. Ἕκαστον τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν δύναται νὰ ὑποβάλλῃ ἔνστασιν κατὰ τῆς ἐγγραφῆς ἑνὸς πολιτιστικοῦ ἀγαθοῦ, δι᾿ ἐπιστολῆς ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν γενικὸν Διευθυντὴν τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν. Ἡ ἐπιστολὴ αὕτη πρέπει νὰ ληφθῇ ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ ἐντὸς προθεσμίας τεσσάρων μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμέρας κατὰ τὴν ὁποίαν οὗτος ἀπέστειλε ἀντίγραφον τῆς αἰτήσεως ἐγγραφῆς.

2. Τοιαύτη ἔνστασις πρέπει νὰ εἶναι ἠτιολογημένη. Τὰ μόνα ἔγκυρα αἴτια δύνανται νὰ εἶναι:

α) ὅτι τὸ ἀγαθὸν δὲν εἶναι πολιτιστικὸν ἀγαθόν·

β) ὅτι οἱ ὅροι τοῦ ἄρθρου 8 τῆς Συμβάσεως δὲν ἐπληρώθησαν.

3. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς ἀποστέλει ἀμελητὶ ἀντίγραφον τῆς ἐπιστολῆς ἐνστάσεως πρὸς τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη. Λαμβάνει, ἐνδεχομένως, τὴν γνώμην τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς διὰ τὰ μνημεῖα, τοὺς καλλιτεχνικοὺς χώρους, τοὺς χώρους τέχνης καὶ ἱστορίας, καὶ τοὺς χώρους ἀρχαιολογικῶν ἀνασκαφῶν, ὡς ἐπίσης ἐὰν τὸ θεωρῇ χρήσιμον παντὸς ἄλλου εἰδικευμένου ὀργανισμοῦ ἢ προσωπικότητος.

4. Ὁ γενικὸς Διευθυντὴς ἢ τὸ Ὑψηλὸν συμβαλλόμενον Μέρος τὸ ὁποῖον ἐζήτησε τὴν ἐγγραφὴν δύναται νὰ προβῇ εἰς ὅλα τὰ ἀναγκαῖα διαβήματα πλησίον τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν τὰ ὁποῖα ὑπέβαλον ἔνστασιν πρὸς τὸν σκοπὸν ἀνακλήσεώς της.

5. Ἐὰν ἓν Ὑψηλὸν συμβαλλόμενον Μέρος ἀφοῦ ἐζήτησε ἐν καιρῷ εἰρήνης τὴν ἐγγραφὴν ἑνὸς πολιτιστικοῦ ἀγαθοῦ εἰς τὸ μητρῷον ἐμπλέκεται εἰς ἔνοπλον σύρραξιν πρὸ τῆς πραγματοποιήσεως τῆς ἐγγραφῆς, τὸ περὶ οὗ πρόκειται πολιτιστικὸν ἀγαθὸν θὰ ἐγγραφῇ ἀμέσως εἰς τὸ μητρῷον παρὰ τοῦ γενικοῦ Διευθυντοῦ, ὑπὸ προσωρινὴν μορφὴν ἐν ἀναμονῇ ἐπικυρώσεως, ἀνακλήσεως ἢ ἀκυρώσεως πάσης ἐνστάσεως ἡ ὁποία δύναται ἢ θὰ ἠδύνατο νὰ ἐγερθῇ.

6. Ἐὰν ἐντὸς προθεσμίας ἓξ μηνῶν, ἀρχομένης ἀπὸ τῆς ἡμέρας λήψεως τῆς ἐπιστολῆς τῆς ἐνστάσεως, ὁ γενικὸς Διευθυντὴς δὲν ἔχει λάβει ἀπὸ τὸ Ὑψηλὸν συμβαλλόμενον Μέρος, τὸ ὁποῖον διετύπωσε τὴν ἔνστασιν, κοινοποίησιν, δηλοῦσαν ὅτι αὕτη ἀπεσύρθη, τὸ Ὑψηλὸν συμβαλλόμενον Μέρος, τὸ ὁποῖον ὑπέβαλε τὴν αἴτησιν ἐγγραφῆς δύναται νὰ προσφύγῃ εἰς τὴν διαδικασίαν διαιτησίας τὴν προβλεπομένην εἰς τὴν ἑπομένην παράγραφον.

7. Ἡ αἴτησις διαιτησίας πρέπει νὰ κατατεθῇ τὸ ἀργότερον ἐντὸς ἑνὸς ἔτους ἀπὸ τῆς ἡμέρας κατὰ τὴν ὁποίαν ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς ἔλαβε τὴν ἔνστασιν. Ἕκαστον Μέρος εἰς τὴν διαφορὰν ὑποδεικνύει διαιτητήν. Εἰς τὴν περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν αἴτησις ἐγγραφῆς ἐγένετο ἀντικείμενον περισσοτέρων τῆς μιᾶς ἐνστάσεων, τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη τὰ ὁποῖα διετύπωσαν τὴν ἔνστασιν ὑποδεικνύουν ἀπὸ κοινοῦ διαιτητήν. Οἱ δύο διαιτηταὶ ἐπιλέγουν ἐπιδιαιτητὴν ἐκ τοῦ διεθνοῦς καταλόγου τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ πρῶτον ἄρθρον τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ· ἐὰν οὗτοι δὲν δύνανται νὰ συμφωνήσουν εἰς τὴν ἐπιλογήν, ζητοῦν ἀπὸ τὸν Πρόεδρον τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου νὰ διορίσῃ ἐπιδιαιτητὴν οὐχὶ ἀναγκαστικῶς ἐκ τοῦ διεθνοῦς καταλόγου. Τὸ διαιτητικὸν δικαστήριον τοιουτοτρόπως συντεθειμένον καθορίζει τὴν ἰδίαν διαδικασίαν του· οἱ ἀποφάσεις του εἶναι ὁριστικαί.

8. Ἕκαστον ἐκ τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν δύναται νὰ δηλώσῃ, κατὰ τὴν στιγμὴν κατὰ τὴν ὁποίαν προβάλλει ἀμφισβήτησις εἰς τὴν ὁποίαν εἶναι μέρος ὅτι δὲν ἐπιθυμεῖ νὰ ἐφαρμόσῃ τὴν διαιτητικὴν διαδικασίαν τὴν προβλεπομένην εἰς τὴν προηγουμένην παράγραφον. Εἰς αὐτὴν τὴν περίπτωσιν, ἡ ἔνστασις πρὸς αἴτησιν ἐγγραφῆς ὑποβάλλεται ὑπὸ τοῦ γενικοῦ Διευθυντοῦ πρὸς τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη. Ἡ ἔνστασις δὲν ἐπικυροῦται παρὰ μόνον διὰ τῆς πλειοψηφίας τῶν δύο τρίτων τῶν ψηφιζόντων. Ἡ ψηφοφορία γίνεται δι᾿ ἀλληλογραφίας ἐκτὸς ἐὰν ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν, κρίνει ἀπαραίτητον νὰ συγκαλέσῃ συνάντησιν δυνάμει τῆς ἁρμοδιότητος τὴν ὁποίαν τοῦ παρέχει τὸ ἄρθρον 27 τῆς Συμβάσεως. Ἐὰν ὁ γενικὸς Διευθυντὴς ἀποφασίσῃ νὰ προβῇ εἰς ψηφοφορίαν δι᾿ ἀλληλογραφίας, καλεῖ τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη νὰ ἀποστείλουν τὴν ψῆφον των δι᾿ ἐσφραγισμένης ἐπιστολῆς ἐντὸς προθεσμίας ἓξ μηνῶν, ἀρχομένης ἀπὸ τὴν ἡμέραν κατὰ τὴν ὁποίαν ἐκλήθησαν νὰ πράξουν τοῦτο.

Ἄρθρον 15.

Ἐγγραφή.

1. Ὁ γενικὸς Διευθυντὴς τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν ἐγγράφει εἰς τὸ Μητρῷον ὑπὸ αὔξοντα ἀριθμόν, ἕκαστον πολιτιστικὸν ἀγαθόν, διὰ τὸ ὁποῖον ἐγένετο αἴτησις ἐγγραφῆς, ὅταν ἡ αἴτησις αὕτη δὲν ὑπῆρξε ἀντικείμενο ἐνστάσεως, ἐντὸς τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τῆς πρώτης παραγράφου τοῦ ἄρθρου 14 προθεσμίας.

2. Εἰς τὴν περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ὑποβληθῇ ἔνστασις καὶ ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως τῆς παραγράφου 5 τοῦ ἄρθρου 14, ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς δὲν προβαίνει εἰς τὴν ἐγγραφὴν τοῦ ἀγαθοῦ εἰς τὸ Μητρῷον ἐκτὸς ἐὰν ἡ ἔνστασις ἔχει ἀποσυρθῇ, ἢ ἐὰν ἡ αἴτησις δὲν ἐγένετο συμφώνως πρὸς τὴν προβλεπομένην διαδικασίαν ὑπὸ τῆς παραγράφου 7 τοῦ ἄρθρου 14, ἢ τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τῆς παραγράφου 8 τοῦ ἰδίου ἄρθρου.

3. Εἰς τὴν περίπτωσιν τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τῆς παραγράφου 3 τοῦ ἄρθρου 11, ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς προβαίνει εἰς τὴν ἐγγραφὴν τῇ αἰτήσει τοῦ γενικοῦ Ἐπιτρόπου πολιτιστικῶν ἀγαθῶν.

4. Ὁ Γενικὸς Ἐπίτροπος ἀποστέλλει ἄνευ καθυστερήσεως εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, εἰς τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη καὶ τῇ αἰτήσει τοῦ Μέρους τὸ ὁποῖον ἔκαμε τὴν αἴτησιν ἐγγραφῆς, εἰς πᾶν ἕτερον Κράτος ἐκ τῶν προβλεπομένων εἰς τὰ ἄρθρα 30 καὶ 32 τῆς Συμβάσεως, κεκυρωμένον ἀντίγραφον πάσης ἐγγραφῆς εἰς τὸ Μητρῷον. Ἡ ἐγγραφὴ παράγει ἀποτέλεσμα τριάντα ἡμέρας μετὰ ἀπὸ αὐτὴν τὴν ἀποστολήν.

Ἄρθρον 16.

Λύσις.

1. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν προβαίνει εἰς διαγραφὴν πολιτιστικοῦ ἀγαθοῦ.

α) τῇ αἰτήσει τοῦ Ὑψηλοῦ συμβαλλομένου Μέρους, εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου εὑρίσκεται τὸ ἀγαθόν·

β) ἐὰν τὸ Ὑψηλὸν συμβαλλόμενον Μέρος τὸ ὁποῖον εἶχε ζητήσει τὴν ἐγγραφὴν κατήγγειλε τὴν Σύμβασιν καὶ ἐφ᾿ ὅσον ἡ καταγγελία αὕτη ἐτέθη ἐν ἰσχύ·

γ) εἰς τὴν εἰδικὴν περίπτωσιν τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τῆς παραγράφου 5 τοῦ ἄρθρου 14, ὅταν μία ἔνστασις ἔχει ἐπικυρωθῆ συμφώνως πρὸς τὴν προβλεπομένην διαδικασίαν ὑπὸ τῆς παραγράφου 7 τοῦ ἄρθρου 14 ἢ τῆς παραγράφου 8 τοῦ ἰδίου ἄρθρου.

2. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς ἀποστέλλει ἀμελητὶ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ εἰς ὅλα τὰ Κράτη, τὰ ὁποῖα εἶχον παραλάβῃ ἀντίγραφον τῆς ἐγγραφῆς, ἐπικυρωμένον ἀντίγραφον πάσης διαγραφῆς. Ἡ διαγραφὴ παράγει ἀποτέλεσμα τριάντα ἡμέρας μετὰ ἀπὸ αὐτὴν τὴν ἀποστολήν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ III

Μεταφορὰ πολιτιστικῶν ἀγαθῶν.

Ἄρθρον 17.

Διαδικασία κτήσεως ἀσυλίας.

1. Ἡ αἴτησις ἡ ἀναφερομένη εἰς τὴν πρώτην παράγραφον τοῦ ἄρθρου 12 τῆς Συμβάσεως ἀπευθύνεται εἰς τὸν Γενικὸν Ἐπίτροπον πολιτιστικῶν ἀγαθῶν. Πρέπει νὰ ἀναφέρῃ τοὺς λόγους ἐπὶ τῶν ὁποίων βασίζεται αὕτη καὶ εἰδικῶς τὸν κατὰ προσέγγισιν ἀριθμὸν καὶ τὴν σπουδαιότητα τῶν μεταφερομένων πολιτιστικῶν ἀγαθῶν, τὴν ἐπὶ τοῦ παρόντος θέσιν των καὶ τὴν νέαν προβλεπομένην, τὰ μεταφορικὰ μέσα, τὴν ἀκολουθησομένην διαδρομήν, τὴν προτεινομένην ἡμερομηνίαν διὰ τὴν μεταφορὰν καὶ πᾶσαν ἄλλη χρήσιμον πληροφορίαν.

2. Ἐὰν ὁ Γενικὸς Ἐπίτροπος ἀφοῦ λάβει κάθε γνώμη τὴν ὁποίαν κρίνει πρόσφορον, ἐκτιμᾷ ὅτι ἡ μεταφορὰ αὐτὴ εἶναι δικαιολογημένη, συμβουλεύει τοὺς ἐνδιαφερομένους ἀντιπροσώπους τῶν προστατίδων Δυνάμεων, ἐπὶ τῶν προτεινομένων μεθόδων πραγματοποιήσεως. Ἐν συνεχείᾳ αὐτῆς τῆς συμβουλῆς, πληροφορεῖ περὶ τῆς μεταφορᾶς τὰ ἐν συρράξει ἐνδιαφερόμενα Μέρη καὶ ἐπισυνάπτει εἰς αὐτὴν τὴν κοινοποίησιν πᾶσαν χρήσιμον πληροφορίαν.

3. Ὁ Γενικὸς Ἐπίτροπος ὑποδεικνύει ἕνα ἢ περισσοτέρους ἐπιθεωρητάς, οἱ ὁποῖοι ἐξασφαλίζουν ὅτι ἡ μεταφορὰ περιέχει μόνον τὰ ἀγαθὰ τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὴν αἴτησιν, ὅτι γίνεται μόνον διὰ τῶν ἐγκεκριμένων μεθόδων καὶ ὅτι εἶναι ἐφοδιασμένη διὰ τοῦ διακριτικοῦ σήματος· οἱ ἐπιθεωρηταὶ συνοδεύουν τὴν μεταφορὰν εἰς τὸν τόπον προορισμοῦ.

Ἄρθρον 18.

Μεταφορὰ εἰς τὸ ἐξωτερικόν.

Ἐὰν ἡ μεταφορὰ ὑπὸ εἰδικὴν προστασίαν γίνεται πρὸς τὸ ἔδαφος ἄλλης χώρας, διέπεται ὄχι μόνον ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 12 τῆς Συμβάσεως καὶ τοῦ ἄρθρου 17 τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, ἀλλ' ἀκόμη ὑπὸ τῶν ἀκολούθων ὅρων:

α) Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς παραμονῆς πολιτιστικῶν ἀγαθῶν εἰς ἄλλο Κράτος τοῦτο εἶναι ὁ φύλαξ. Ἐξασφαλίζει διὰ τὰ ἐν λόγῳ ἀγαθὰ φροντίδα τὸ ὀλιγώτερον ὁμοίαν πρὸς ἐκείνην μὲ τὴν ὁποίαν περιβάλλει τὰ ἰδικά του ἀγαθὰ ἀναλόγου σπουδαιότητος.

β) Τὸ Κράτος—φύλαξ δὲν παραδίδει τὰ ἐν λόγῳ ἀγαθὰ εἰμὴ μετὰ τὴν λῆξιν τῆς συρράξεως· ἡ ἐπιστροφὴ λαμβάνει χώραν ἐντὸς προθεσμίας ἕξη μηνῶν ἀπὸ τῆς σχετικῆς αἰτήσεως.

γ) Κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν διαδοχικῶν μεταφορῶν καὶ κατὰ τὴν διάρκειαν παραμονῆς εἰς τὸ ἔδαφος ἄλλου Κράτους, τὰ πολιτιστικὰ ἀγαθὰ τελοῦν ὑπὸ προστασίαν ἔναντι παντὸς μέτρου κατασχέσεως, καὶ δὲν δύναται νὰ ὑπάρξῃ δικαίωμα διαθέσεως ἐπ' αὐτῶν τόσον ὡς πρὸς τὸν καταθέτην, ὅσον καὶ ὡς πρὸς τὸν φύλακα.

Ἐν τούτοις, ὁσάκις τὸ ἀπαιτεῖ ἡ διάσωσις τῶν ἀγαθῶν ὁ φύλαξ δύναται μὲ τὴν συγκατάθεσιν τοῦ καταθέτου, νὰ μεταφέρῃ τὰ ἀγαθὰ εἰς τὸ ἔδαφος τρίτης χώρας ὑπὸ τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τοῦ παρόντος ἄρθρου ὅρους.

δ) Ἡ αἴτησις διὰ τὴν θέσιν ὑπὸ εἰδικὴν προστασίαν πρέπει νὰ ἀναφέρει ὅτι τὸ Κράτος πρὸς τὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου θὰ πραγματοποιηθῇ ἡ μεταφορὰ δέχεται τοὺς ὅρους τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 19.

Καταληφθὲν ἔδαφος.

Ὅταν ἓν Ὑψηλὸν συμβαλλόμενον Μέρος καταλαβὸν τὸ ἔδαφος ἄλλου Ὑψηλοῦ συμβαλλομένου Μέρους μεταφέρει πολιτιστικὰ ἀγαθὰ εἰς καταφύγιον κείμενον εἰς ἄλλο σημεῖον τοῦ ἐν λόγῳ ἐδάφους, χωρὶς νὰ δύναται νὰ ἀκολουθήσῃ τὴν προβλεπομένην διαδικασίαν κατὰ τὸ ἄρθρον 17 τοῦ Κανονισμοῦ, ἡ ἐν λόγῳ μεταφορὰ δὲν συνιστᾷ ὑπεξαίρεσιν ὑπὸ τὴν ἔννοιαν τοῦ ἄρθρου 4 τῆς Συμβάσεως, ἐὰν ὁ Γενικὸς Ἐπίτροπος πολιτιστικῶν ἀγαθῶν βεβαιώσῃ γραπτῶς, κατόπιν συνεννοήσεως μετὰ τοῦ συνήθους προσωπικοῦ προστασίας, ὅτι οἱ περιστάσεις κατέστησαν ἀναγκαίαν αὐτὴν τὴν μεταφοράν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV

Περὶ τοῦ διακριτικοῦ σήματος.

Ἄρθρον 20.

Τοποθέτησις τοῦ σήματος.

1. Ἡ τοποθέτησις τοῦ διακριτικοῦ σήματος καὶ ἡ βαθμὶς ὁρατότητός του ἐπαφίενται εἰς τὴν ἐκτίμησιν τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν ἑκάστου Ὑψηλοῦ συμβαλλομένου Μέρους. Τὸ σῆμα δύναται κυρίως νὰ εἰκονίζεται ἐπὶ τῶν σημαιῶν ἢ τῶν περιβραχιόνων. Δύναται νὰ ζωγραφισθῇ ἐπὶ ἑνὸς ἀντικειμένου ἢ νὰ ἀπεικονισθῇ μὲ ὁποιονδήποτε ἄλλο χρήσιμον τρόπον.

2. Ἐν τούτοις, εἰς περίπτωσιν ἐνόπλου συρράξεως, τὸ σῆμα πρέπει, ἐπιφυλασσομένου ἑνὸς χαρακτηρισμοῦ ἐνδεχομένως περισσότερον πλήρους, νὰ τοποθετηθῇ κατὰ τρόπον καλῶς ὁρατὸν τὴν ἡμέραν ἀπὸ ἀέρος ὡς καὶ ἀπὸ ἐδάφους, ἐπὶ τῶν μεταφορῶν, εἰς τὰς περιπτώσεις τὰς προβλεπομένας εἰς τὰ ἄρθρα 12 καὶ 13 τῆς Συμβάσεως καὶ κατὰ τρόπον ὁρατὸν ἀπὸ ἐδάφους:

α) εἰς κανονικὰς ἀποστάσεις ἐπαρκεῖς διὰ νὰ σημειώσουν εὐκρινῶς τὴν περίμετρον ἑνὸς κέντρου περιέχοντος μνημεῖα ὑπὸ εἰδικὴν προστασίαν·

β) εἰς τὴν εἴσοδον ἄλλων ἀκινήτων πολιτιστικῶν ἀγαθῶν ὑπὸ εἰδικὴν προστασίαν.

Ἄρθρον 21.

Ἀναγνώρισις προσώπων.

1. Τὰ ἀναφερόμενα πρόσωπα εἰς τὸ ἄρθρον 17 τῆς Συμβάσεως, παράγραφος 2 (β) καὶ (γ), δύνανται νὰ φέρουν περιβραχιόνιον μὲ τὸ διακριτικὸν σῆμα παραδεδομένον καὶ χαρτοσημασμένον ἀπὸ τὰς ἁρμοδίας ἀρχάς.

2. Τὰ πρόσωπα ταῦτα φέρουν εἰδικὴν ταυτότητα ἐφοδιασμένην διὰ τοῦ διακριτικοῦ σήματος. Ἡ ταυτότης αὐτὴ ἀναφέρει τοὐλάχιστον ἐπίθετον, ὄνομα, ἡμερομηνίαν γεννήσεως, τὸν τίτλον ἢ τὸ ἀξίωμα καὶ τὴν ἰδιότητα τοῦ ἐνδιαφερομένου. Ἡ ταυτότης εἶναι ἐφοδιασμένη μὲ φωτογραφίαν τοῦ φέροντος καὶ τὴν ὑπογραφήν του, ἢ τὰ δακτυλικά του ἀποτυπώματα, ἢ καὶ τὰ δύο μαζί. Ἡ ταυτότης φέρει σφραγῖδα τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν.

3. Ἕκαστον Ὑψηλὸν συμβαλλόμενον Μέρος συνιστᾷ τὸ ἰδικόν του ὑπόδειγμα ταυτότητος, ὁδηγούμενον ὑπὸ τοῦ ὑποδείγματος τὸ ὁποῖον εἰκονίζεται ὑπὸ μορφὴν παραδείγματος εἰς τὸ παράρτημα τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου. Τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη κοινοποιοῦν πρὸς ἄλληλα τὸ ἀποδεκτὸν ὑπόδειγμα. Ἑκάστη ταυτότης ἐκδίδεται εἰ δυνατὸν εἰς διπλοῦν τὸ ὀλιγώτερον, ἐκ τῶν ὁποίων ἡ μία φυλάττεται ὑπὸ τῆς Δυνάμεως ἡ ὁποία τὴν ἔχει ἐκδόσει.

4. Τὰ ὡς ἄνω πρόσωπα δὲν δύνανται νὰ στερηθοῦν ἄνευ νομίμου αἰτίας τῆς ταυτότητός των, οὔτε τοῦ δικαιώματος νὰ φέρουν τὸ περιβραχιόνιόν των.

Εμπροσθία όψις

ΤΑΥΤΟΤΗΣ

διά το προσωπικόν το ασχολούμενον εις την προστασίαν των πολιτιστικών αγαθών

ΕΠΩΝΥΜΟΝ . . . .

ΟΝΟΜΑ . . . .

ΤΙΤΛΟΣ ή ΑΞΙΩΜΑ . . . .

ΙΔΙΟΤΗΣ . . . .

Είναι δικαιούχος της παρούσης ταυτότητος δυνάμει της Συμβάσεως της Χάγης της 14 Μαΐου 1954 διά την προστασίαν των πολιτιστικών αγαθών εις περίπτωσιν ενόπλου συρράξεως.

Ημερομηνία εκδόσεως ταυτότητος . . . .

Αριθμός ταυτότητος . . . .

Οπίσθια όψις

Υπογραφή ή δακτυλικά αποτυπώματα ή αμφότερα

Σφραγίς εκδούσης αρχής

Ύψος	Οφθαλμοί	Κόμη (Μαλλιά)

Άλλα ιδιαίτερα χαρακτηριστικά σημεία

. . . .

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη εἶναι σύμφωνα εἰς τὰ ἀκόλουθα:

I

1. Ἕκαστον Ὑψηλὸν συμβαλλόμενον Μέρος ἀναλαμβάνει νὰ ἐμποδίσῃ τὴν ἐξαγωγὴν ἐκ τοῦ ἐδάφους τὸ ὁποῖον κατέλαβε κατὰ τὴν διάρκειαν ἐνόπλου συρράξεως, πολιτιστικῶν ἀγαθῶν ὡς ὁρίζεται εἰς τὸ ἄρθρον 1 τῆς Συμβάσεως διὰ τὴν Προστασίαν τῶν Πολιτιστικῶν Ἀγαθῶν, εἰς περίπτωσιν ἐνόπλου συρράξεως, ἡ ὁποία ὑπεγράφη ἐν Χάγῃ τὴν 14ην Μαΐου 1954.

2. Ἕκαστον Ὑψηλὸν συμβαλλόμενον Μέρος ἀναλαμβάνει νὰ θέσῃ ὑπὸ τὴν ἐπιτήρησίν του πολιτιστικὰ ἀγαθὰ εἰσαχθέντα ἐντὸς τοῦ ἐδάφους του εἴτε ἀμέσως εἴτε ἐμμέσως ἐξ οἱουδήποτε καταληφθέντος ἐδάφους. Τοῦτο θὰ πραγματοποιηθῇ εἴτε αὐτομάτως εἴτε διὰ τῆς εἰσαγωγῆς τοῦ ἀγαθοῦ εἴτε ἐὰν τοῦτο δὲν ἐπιτευχθῇ, διὰ τῆς αἰτήσεως τῶν ἀρχῶν τοῦ ἐν λόγῳ ἐδάφους.

3. Ἕκαστον Ὑψηλὸν συμβαλλόμενον Μέρος ἀναλαμβάνει νὰ ἐπιστρέψῃ εἰς τὸ τέλος τῶν ἐχθροπραξιῶν εἰς τὰς ἁρμοδίας ἀρχὰς τοῦ ἐδάφους, τὸ ὁποῖον εἶχε καταληφθῆ προηγουμένως, τὰ πολιτιστικὰ ἀγαθὰ τὰ ὁποῖα εὑρίσκονται ἐντὸς τοῦ ἐδάφους του, ἐὰν τοιαῦτα ἀγαθὰ εἶχον ἐξαχθῆ κατὰ παράβασιν τῆς ἀρχῆς τῆς πρώτης παραγράφου. Τοιαῦτα ἀγαθὰ οὐδέποτε θὰ κατακρατηθοῦν ὡς πολεμικαὶ ἐπανορθώσεις.

4. Τὸ Ὑψηλὸν συμβαλλόμενον Μέρος τοῦ ὁποίου ὑποχρέωσις ἦτο νὰ ἐμποδίσῃ τὴν ἐξαγωγὴν τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν ἐκ τῶν καταληφθέντων ὑπ' αὐτοῦ ἐδάφους, θὰ καταβάλῃ μὲ καλὴν πίστιν ἀποζημίωσιν εἰς τοὺς κατόχους ἑκάστου πολιτιστικοῦ ἀγαθοῦ τὸ ὁποῖον ὀφείλει νὰ ἐπιστρέψῃ συμφώνως πρὸς τὴν προηγουμένην παράγραφον.

II

5. Πολιτιστικὰ ἀγαθὰ προερχόμενα ἐκ τοῦ ἐδάφους ἑνὸς Ὑψηλοῦ συμβαλλομένου Μέρους καὶ τὰ ὁποῖα ἀποθηκεύθησαν ὑπ' αὐτοῦ εἰς τὸ ἔδαφος ἑτέρου Ὑψηλοῦ συμβαλλομένου Μέρους πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς προστασίας τῶν τοιούτων ἀγαθῶν ἐκ τῶν κινδύνων ἐνόπλου συρράξεως, θὰ ἐπιστραφοῦν ὑπ' αὐτοῦ εἰς τὸ τέλος τῶν ἐχθροπραξιῶν, εἰς τὰς ἁρμοδίας ἀρχὰς τοῦ ἐδάφους ἀπὸ τὸ ὁποῖον προῆλθον.

III

6. Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον θὰ φέρῃ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς 14ης Μαΐου 1954 καὶ μέχρι τῆς ἡμερομηνίας τῆς 31ης Δεκεμβρίου 1954, θὰ παραμείνῃ ἀνοικτὸν πρὸς ὑπογραφὴν ὑφ' ὅλων τῶν Κρατῶν τὰ ὁποῖα προσεκλήθησαν εἰς τὴν συγκληθεῖσαν ἐν Χάγῃ ἀπὸ τῆς 21ης Ἀπριλίου 1954 ἕως τὴν 14ην Μαΐου 1954 Διάσκεψιν.

7. α) Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον θὰ ἐπικυρωθῇ ὑπὸ τῶν ὑπογραφομένων Κρατῶν συμφώνως πρὸς τὰς ἀντιστοίχους συνταγματικάς των διαδικασίας.

β) Τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως θὰ κατατεθοῦν παρὰ τῷ Γενικῷ Διευθυντῇ τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν.

8. Ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος, τὸ παρὸν Πρωτόκολλον θὰ εἶναι ἀνοικτὸν διὰ προσχώρησιν δι' ὅλα τὰ Κράτη τὰ ὁποῖα ἀναφέρονται εἰς τὴν παράγραφον 6, τὰ ὁποῖα δὲν ἔχουν ὑπογράψει, ὡς ἐπίσης καὶ διὰ πᾶν ἕτερον Κράτος τὸ ὁποῖον προσεκλήθη νὰ προσχωρήσῃ ὑπὸ τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν. Ἡ προσχώρησις πραγματοποιεῖται διὰ τῆς καταθέσεως τοῦ ὀργάνου προσχωρήσεως παρὰ τῷ Γενικῷ Διευθυντῇ τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν.

9. Τὰ Κράτη τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὰς παραγράφους 6 καὶ 8 δύνανται νὰ διακηρύξουν κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ἐπικυρώσεως ἢ τῆς προσχωρήσεως ὅτι δὲν θὰ δεσμεύονται ἀπὸ τὰς διατάξεις τοῦ τμήματος I ἢ ἀπὸ ἐκεῖνο τοῦ τμήματος II τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου.

10. α) Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν κατάθεσιν πέντε ὀργάνων ἐπικυρώσεως.

β) Μετὰ ταῦτα θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ, δι' ἕκαστον Ὑψηλὸν συμβαλλόμενον Μέρος, τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ἰδικοῦ του ὀργάνου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως.

γ) Αἱ καταστάσεις εἰς τὰς ὁποίας ἀναφέρονται τὰ ἄρθρα 18 καὶ 19 τῆς Συμβάσεως διὰ τὴν Προστασίαν τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν εἰς περίπτωσιν ἐνόπλου συρράξεως, ἡ ὁποία ὑπεγράφη εἰς τὴν Χάγην τὴν 14ην Μαΐου 1954, θὰ δώσουν ἄμεσον ἀποτέλεσμα εἰς τὰς ἐπικυρώσεις καὶ προσχωρήσεις αἱ ὁποῖαι κατατίθενται ὑπὸ τῶν ἐν συρράξει μερῶν εἴτε πρὸ εἴτε μετὰ τὴν ἔναρξιν τῶν ἐχθροπραξιῶν ἢ τῆς κατοχῆς. Εἰς τοιαύτας περιπτώσεις ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν προβαίνει εἰς τὰς κοινοποιήσεις αἱ ὁποῖαι ἀναφέρονται εἰς τὴν παράγραφον 14, διὰ τῆς ταχυτέρας μεθόδου.

11. α) Ἕκαστον Κράτος μέρος εἰς τὸ Πρωτόκολλον, κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως ἰσχύος του θὰ λάβῃ ὅλα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ νὰ διασφαλίσῃ τὴν ἀποτελεσματικήν του ἐφαρμογὴν ἐντὸς περιόδου ἓξ μηνῶν ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τοῦ Πρωτοκόλλου.

β) Ἡ περίοδος αὕτη θὰ εἶναι ἓξ μῆνες ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως δι' ἕκαστον Κράτος τὸ ὁποῖον καταθέτει τὸ ἰδικόν του ὄργανον ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως ἰσχύος τοῦ Πρωτοκόλλου.

12. Οἱονδήποτε Ὑψηλὸν συμβαλλόμενον Μέρος δύναται κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως ἢ οἱανδήποτε στιγμὴν μετ' αὐτὴν νὰ διακηρύξῃ δι' ἐγγράφου δηλώσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν, ὅτι ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἐπεκταθῇ εἰς ὅλα ἢ εἰς οἱονδήποτε ἐκ τῶν ἐδαφῶν διὰ τὰς διεθνεῖς σχέσεις τῶν ὁποίων εἶναι ὑπεύθυνον. Ἡ ἐν λόγῳ ἔγγραφος δήλωσις θὰ λάβῃ ἰσχὺν τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν παραλαβῆς της.

13. α) Ἕκαστον Ὑψηλὸν συμβαλλόμενον Μέρος δύναται νὰ καταγγείλῃ τὸ παρὸν Πρωτόκολλον ἐξ ὀνόματός του ἢ ἐξ ὀνόματος οἱουδήποτε ἐδάφους, διὰ τὰς διεθνεῖς σχέσεις τοῦ ὁποίου εἶναι ὑπεύθυνον.

β) Ἡ καταγγελία κοινοποιεῖται δι' ἐγγράφου κατατιθεμένου παρὰ τῷ Γενικῷ Διευθυντῇ τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν.

γ) Ἡ καταγγελία ἔχει ἀποτέλεσμα ἓν ἔτος μετὰ τὴν παραλαβὴν τοῦ ἐγγράφου περὶ καταγγελίας. Παρὰ ταῦτα, ἐὰν τὴν στιγμὴν ἐκπνοῆς αὐτοῦ τοῦ ἔτους τὸ καταγγέλλον Μέρος ἐμπλακῇ εἰς ἔνοπλον σύρραξιν, τὸ ἀποτέλεσμα τῆς καταγγελίας θὰ παραμείνῃ ἐν ἐκκρεμότητι μέχρι τέλους τῶν ἐχθροπραξιῶν καὶ ἐν πάσῃ περιπτώσει διὰ τόσον χρονικὸν διάστημα ὅσον διαρκοῦν αἱ ἐνέργειαι ἐπαναπατρισμοῦ τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν.

14. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν πληροφορεῖ τὰ Κράτη εἰς τὰ ὁποῖα ἀναφέρονται αἱ παράγραφοι 6 καὶ 8, ὡς ἐπίσης καὶ τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη, περὶ τῆς καταθέσεως ὅλων τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως τῶν ἀναφερομένων εἰς τὰς παραγράφους 7, 8 καὶ 15 καὶ τῶν κοινοποιήσεων καὶ καταγγελιῶν αἱ ὁποῖαι προβλέπονται ἀντιστοίχως εἰς τὰς παραγράφους 12 καὶ 13.

15. α) Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον δύναται νὰ ἀναθεωρηθῇ ἐὰν ζητηθῇ τοῦτο ὑπὸ περισσοτέρων τοῦ ἑνὸς τρίτου τῶν Ὑψηλὰ συμβαλλομένων Μερῶν.

β) Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν συγκαλεῖ Διάσκεψιν δι' αὐτὸν τὸν σκοπόν.

γ) Τροποποιήσεις εἰς τὸ παρὸν Πρωτόκολλον θὰ τεθοῦν ἐν ἰσχύϊ μόνον ἀφοῦ ἔχουν υἱοθετηθῆ ὁμοφώνως ὑπὸ τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν τῶν ἀντιπροσωπευομένων εἰς τὴν Διάσκεψιν καὶ ἔχουν γίνει δεκταὶ ὑπὸ ἕκαστον Ὑψηλὸν συμβαλλόμενον Μέρος.

δ) Ἀποδοχὴ ὑπὸ τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν τροποποιήσεων εἰς τὸ παρὸν Πρωτόκολλον αἱ ὁποῖαι ἔχουν υἱοθετηθῆ ὑπὸ τῆς Διασκέψεως ἡ ὁποία ἀναφέρεται εἰς τὰς ὑποπαραγράφους (β) καὶ (γ) θὰ ἰσχύσῃ διὰ τῆς καταθέσεως ἐπισήμου ὀργάνου παρὰ τῷ Γενικῷ Διευθυντῇ τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν.

ε) Μετὰ τὴν ἔναρξιν ἰσχύος τῶν τροποποιήσεων τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, μόνον τὸ κείμενον τοῦ περὶ οὗ ὁ λόγος Πρωτοκόλλου τοιουτοτρόπως τροποποιουμένου θὰ παραμείνῃ ἀνοικτὸν πρὸς ἐπικύρωσιν ἢ προσχώρησιν.

Συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 102 τοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν τὸ παρὸν Πρωτόκολλον θὰ πρωτοκολληθῇ παρὰ τῇ Γραμματείᾳ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν κατόπιν αἰτήσεως τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν.

Μὲ πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω οἱ ὑπογεγραμμένοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι ὑπέγραψαν τὸ παρὸν Πρωτόκολλον.

Ἔλαβε χώραν ἐν Χάγῃ τὴν 14ην Μαΐου 1954, εἰς τὴν ἀγγλικήν, γαλλικήν, ρωσικὴν καὶ ἰσπανικήν, τῶν τεσσάρων κειμένων ὄντων ἐξ ἴσου ἐπισήμων, εἰς ἓν μόνον ἀντίτυπον τὸ ὁποῖον θὰ κατατεθῇ εἰς τὸ ἀρχεῖον τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν καὶ τοῦ ὁποίου ἐπικυρωμένα ἀκριβῆ ἀντίγραφα θὰ διατεθοῦν εἰς ὅλα τὰ Κράτη, τὰ ὁποῖα ἀναφέρονται εἰς τὰς παραγράφους 6 καὶ 8 ὡς ἐπίσης καὶ εἰς τὸν Ὀργανισμὸν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

ΑΠΟΦΑΣΙΣ Ι

Ἡ Διάσκεψις ἐκφράζει τὴν εὐχὴν ὅτι τὰ ἁρμόδια ὄργανα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν θὰ ἀποφασίσουν, εἰς τὴν περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν θὰ λάβουν χώραν πολεμικαὶ ἐπιχειρήσεις κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ Χάρτου, νὰ διασφαλίσουν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς Συμβάσεως ὑπὸ τῶν ἐνόπλων δυνάμεων τῶν λαμβανουσῶν μέρος εἰς τοιαύτας ἐπιχειρήσεις.

ΑΠΟΦΑΣΙΣ ΙΙ

Ἡ Διάσκεψις ἐκφράζει τὴν εὐχὴν ὅτι ἕκαστον τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν, ἀπὸ τῆς προσχωρήσεώς του εἰς τὴν Σύμβασιν θὰ συστήσῃ, ἐντὸς τοῦ πλαισίου τοῦ συνταγματικοῦ καὶ διοικητικοῦ του συστήματος, μίαν ἐθνικὴν συμβουλευτικὴν ἐπιτροπὴν συνισταμένην ἐκ μικροῦ ἀριθμοῦ διακεκριμένων προσώπων, ἐπὶ παραδείγματι ἀνωτέρων ὑπαλλήλων ἀρχαιολογικῶν ὑπηρεσιῶν, μουσείων κλπ., ἑνὸς ἀντιπροσώπου τοῦ Ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν, ἑνὸς εἰδικοῦ εἰς τὸ Διεθνὲς Δίκαιον καὶ δύο ἢ τριῶν ἄλλων μελῶν τῶν ὁποίων τὰ ἐπίσημα καθήκοντα ἢ αἱ εἰδικαὶ γνώσεις συνδέονται μὲ τὰ θέματα τὰ καλυπτόμενα ὑπὸ τῆς Συμβάσεως. Ἡ ἐπιτροπὴ θὰ πρέπει νὰ λειτουργῇ ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν τοῦ ὑπουργοῦ ἢ ἀνωτέρου ὑπαλλήλου, ὁ ὁποῖος εἶναι ὑπεύθυνος διὰ τὴν ἐθνικὴν ὑπηρεσίαν ἡ ὁποία ἀσχολεῖται μὲ τὴν φροντίδα προστασίας τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν.

Τὰ κύρια ἔργα της θὰ μποροῦν νὰ εἶναι:

α) νὰ συμβουλεύῃ τὴν κυβέρνησιν ἀναφορικῶς πρὸς τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα ἀπαιτοῦνται διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως ὡς πρὸς τὰς νομικάς, τεχνικὰς ἢ στρατιωτικάς της ὄψεις, ἐν καιρῷ εἰρήνης ἢ ἐνόπλου συρράξεως,

β) νὰ παρέμβῃ παρὰ τῇ κυβερνήσει της εἰς περίπτωσιν ἐνόπλου συρράξεως ἢ ὅταν μία τοιαύτη σύρραξις ἐπαπειλεῖται, διὰ νὰ ἐξασφαλίσῃ ὥστε τὰ πολιτιστικὰ ἀγαθὰ τὰ εὑρισκόμενα ἐντὸς τοῦ ἰδίου ἐδάφους ἢ ἐντὸς ἐκείνου ἄλλων χωρῶν, νὰ καταστοῦν γνωστά, σεβαστὰ καὶ προστατευόμενα ὑπὸ τῶν ἐνόπλων δυνάμεων τῆς χώρας συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τῆς Συμβάσεως,

γ) νὰ ἐξασφαλίσῃ κατόπιν συμφωνίας μετὰ τῆς κυβερνήσεώς της, τὸν σύνδεσμον καὶ τὴν συνεργασίαν μετὰ τῶν ἄλλων ὁμοίων ἐθνικῶν ἐπιτροπῶν καὶ μὲ ὁποιονδήποτε ἁρμόδιον διεθνῆ ὀργανισμόν.

ΑΠΟΦΑΣΙΣ ΙΙΙ

Ἡ Διάσκεψις ἐκφράζει τὴν εὐχὴν ὅτι ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν θὰ συγκαλέσῃ ὅσο τὸ δυνατὸν συντομώτερον, μετὰ τὴν ἔναρξιν ἰσχύος τῆς Συμβάσεως διὰ τὴν προστασίαν τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν εἰς περίπτωσιν ἐνόπλου συρράξεως, μίαν συνάντησιν τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἐπικυρωμένον ἀκριβὲς καὶ πλῆρες ἀντίτυπον τοῦ αὐθεντικοῦ κειμένου τῆς Τελικῆς Πράξεως τῆς Διακυβερνητικῆς Διασκέψεως περὶ Προστασίας τῶν Πολιτιστικῶν Ἀγαθῶν εἰς περίπτωσιν ἐνόπλου συρράξεως καὶ τοῦ Πρωτοκόλλου διὰ τὴν Προστασίαν τῶν Πολιτιστικῶν Ἀγαθῶν εἰς περίπτωσιν ἐνόπλου συρράξεως, ὑπογραφὲν ἐν Χάγῃ τὴν 14ην Μαΐου 1954 καὶ τῶν προσηρτημένων ἀποφάσεων εἰς τὴν Τελικὴν Πρᾶξιν.

Παρίσι

(ὑπογραφή)
ΧΑΝΑ ΣΑΜΠΑ
Νομικὸς Σύμβουλος
τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν

Ἄρθρον δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος νόμου ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Ἰανουαρίου 1981

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
Μ. ΕΒΕΡΤ

ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ
ΑΝΔΡΕΑΣ ΑΝΔΡΙΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.
Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Ἰανουαρίου 1981

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ